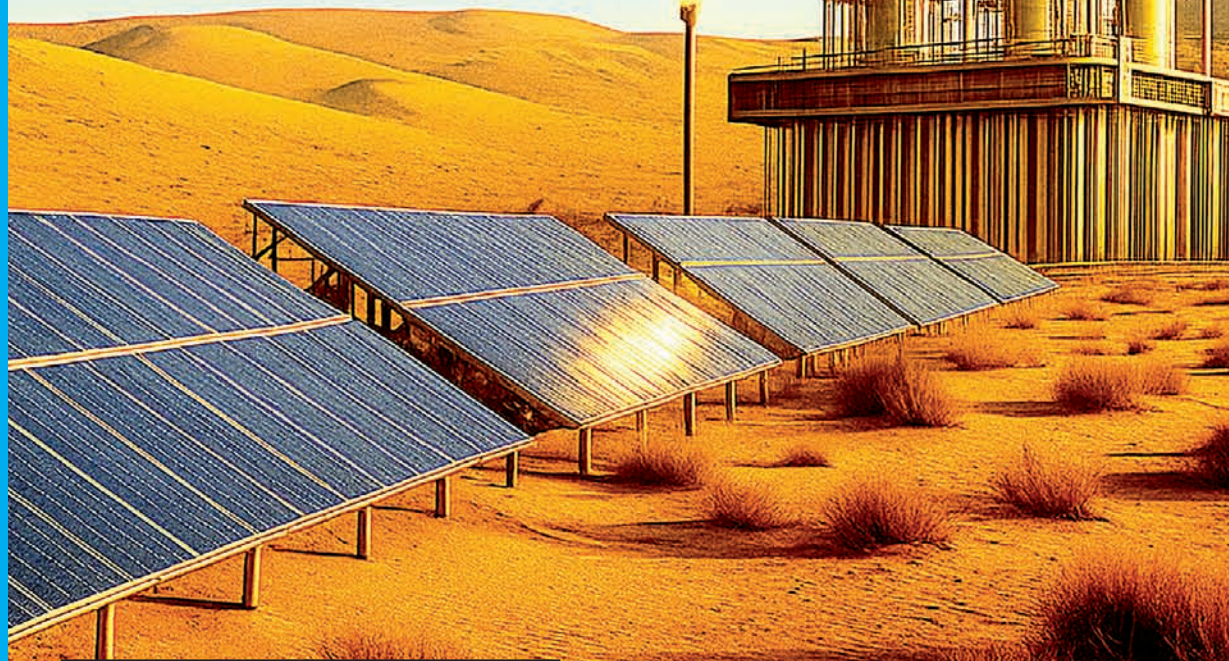


Algérie : l'or bleu et l'or solaire, la double souveraineté qui peut tout changer

SALAH LAKOUES



Aïn El Fouara, témoin d'une mémoire engloutie

TOUFIK HEDNA



Le patriotisme économique : un enjeu, à la fois économique et social et par conséquent politique !

CHERIF ALI



L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

Se réinventer pour se préserver

AREZKI DERGUINI



Evolution de la politique de la santé et sécurité au travail en Algérie

M. BOUABIDA



Livres: mystères d'Alger

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P. 4 à 9

Ghaza

La famine fait de nouvelles victimes

Mercredi 670^e jour d'agression sioniste contre la population civile de Ghaza mise sous un siège total depuis plus de 5 mois (158 jours), l'armée génocidaire d'Israël augmente la cadence de ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Mohamed Mehdi

Le nouveau rapport statistique du ministère de la Santé, publié hier, annonce un bilan de 909 victimes, dont 138 martyrs et 771 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza lors des précédentes 24h (mardi), soit un total de victimes de 61.158 martyrs et 151.442 blessés, depuis le 7 octobre 2023.

Le nombre de victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, s'élève à 9.654 martyrs et 39.401 blessés.

Par ailleurs, ajoute le ministère, les massacres israéliens dans les «centres d'aide» israélo-américains ont fait, durant la journée de mardi, 87 martyrs et 570 blessés par les tirs des soldats de l'occupation et des agents de la fondation américaine «GHF», portant à 1.655 martyrs et 11.800 blessés le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire.

Concernant les martyrs de la famine et de la malnutrition imposées par Israël et les Etats-Unis, les hôpitaux de la bande de Ghaza ont enregistré, durant la journée de lundi, 5 nouveaux décès (dont 2 enfants), ce qui porte le nombre total de victimes affamées à 193 martyrs, dont 96 enfants, ajoute la même source.

Hier, des sources hospitalières ont indiqué à Al Jazeera que les bombardements et les tirs de l'armée d'occupation ont fait, depuis l'aube jusqu'aux environs de 14h (locale), 31 martyrs, dont 10 parmi les demandeurs d'aide alimentaire, ainsi que des dizaines de blessés, dans plusieurs zones de l'enclave.

Parmi les victimes, une petite fille tombée en martyr sous les tirs israéliens à Khan Younes, et un Palestinien tombé en martyr lors d'un largage aérien d'aide alimentaire dans le nord de la bande de Ghaza qui a fait également 18 blessés.

MENACES SUR LES GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES À GHAZA

Dans une déclaration à Al Jazeera, le Dr Mounir al-Barash, Directeur général du ministère de la Santé de la bande de Ghaza, a indiqué que l'état de santé des «groupes les plus vulnérables» commence à «s'effondrer».

Le même responsable a expliqué «95 personnes souffrent de paralysie flasque aiguë, qui touche particulièrement les enfants, et que le nombre de cas touchés par le syndrome de Guillain-Barré a atteint 45», précisant que l'occupation sioniste «a détruit la plupart des laboratoires médicaux» de l'enclave.

«Ghaza est devenue un terrain fertile pour la propagation de ma-

ladies. De nombreux cas d'empoisonnement sont recensés en raison de la contamination de l'eau et des aliments», a-t-il alerté.

De son côté, le directeur de l'hôpital al-Shifa, le Dr Mohammad Abu Salmiya, a déclaré lui aussi à Al Jazeera que «le taux d'occupation des hôpitaux de Ghaza dépasse les 300%», ajoutant que «les fournitures d'anesthésie seront épuisées d'ici 48 heures».

L'intervenant a également alerté sur «l'inexistence de poches de sang en stock» pour cause de manque de donneurs en raison de la famine qui sévit à Ghaza.

«La plupart des blessures que nous recevons se concentrent sur les parties supérieures du corps... nous perdons des blessés en raison du manque de salles d'opération», a-t-il également expliqué.

OMS : ISRAËL ENTRAÎNE L'ENTRÉE DES ÉQUIPES MÉDICALES DANS LA BANDE DE GHAZA

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, hier, que l'occupation israélienne entravait l'entrée des équipes médicales dans la bande de Ghaza, au moment où la situation sanitaire et la famine s'aggravent.

«La complexité des conditions d'entrée et le refus arbitraire des équipes médicales internationales d'urgence (EMT) ont un impact considérable sur la disponibilité des services de santé et entraînent une augmentation du nombre de décès dans la bande de Ghaza», écrit l'OMS sur la plateforme X.

L'Organisation explique que «depuis le 18 mars 2025, les taux de refus ont augmenté de près de 50%», et que «102 professionnels de la santé des EMT internationales, y compris des chirurgiens et d'autres membres du personnel médical spécialisé, ayant été interdits d'entrée».

«Empêcher les ambulanciers de participer à la réponse humanitaire collective arrive à un moment où nous recevons des rapports quotidiens de décès dus au conflit en cours et à la famine, alors que Ghaza est confrontée au pire scénario de famine», ajoute l'OMS qui «demande que l'entrée des ambulanciers soit facilitée de toute urgence».

ALERTE SUR LE RISQUE DE RADIATION DES ONG HUMANITAIRES PAR ISRAËL

Par ailleurs, dans un communiqué publié sur le site du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA – acronyme en anglais), les agences des Nations Unies et les ONG humanitaires



ANALYSE

Mustapha Aggoun

La démagogie critique

J'ai lu une critique d'une personne qui se voit de l'opposition politique qui

cède la place à l'obsession, et où la critique, au lieu d'éclairer le débat public, l'assombrit volontairement. C'est ce qui se joue, encore une fois, autour de la récente décision de la Banque d'Algérie d'augmenter l'allocation touristique à 750 euros. Une mesure, certes perfectible, mais indéniablement tournée vers le citoyen, et que d'aucuns ont jugé bon de réduire à une «aumône en devises» dans une prose qui confond colère chronique et lucidité politique.

Ce qu'il faut ici interroger, ce n'est pas tant la décision elle-même qui mérite d'être débattue mais le réflexe pavlovien d'une partie de l'opposition à tout voir par le prisme du dénigrement. Comme si la seule posture possible face à une initiative gouvernementale était celle du soupçon, du sarcasme et de la démolition méthodique. À croire qu'en Algérie, même les décisions qui soulagent les citoyens doivent être perçues comme des manœuvres suspectes ou des signes d'un «théâtre économique».

Or, de quoi s'agit-il, objectivement ? D'une revalorisation attendue depuis près de trois décennies, qui permet désormais à des milliers de citoyens de voyager avec un minimum de dignité monétaire. Faut-il rappeler que cette allocation était fixée à 15.000 dinars depuis 1997 ? Faut-il faire l'impasse sur les contraintes économiques, les équilibres budgétaires, les impératifs de souveraineté monétaire pour dénoncer, avec emphase, une supposée «permission de respirer hors d'un pays verrouillé» ? À force de vouloir dresser un tableau noir, certains finissent par peindre la réalité à l'encre de leur propre frustration.

La vérité est plus nuancée. Oui, l'allocation est conditionnée. Oui, son accès passe par un circuit bancaire encore lent et bureaucratique. Et pourtant, elle représente un pas concret, modeste mais réel, vers une meilleure accessibilité à la devise étrangère pour le citoyen moyen. Ce n'est ni une révolution ni une panacée, mais une amélioration pragmatique qui mériterait d'être saluée ou du moins examinée sans caricature.

Car réduire cette allocation à un geste cosmétique, c'est ignorer les efforts de redresse-

ment entrepris pour assainir le cadre macroéconomique, lutter contre le marché informel et sortir d'un cycle de dépendance aux taux parallèles. C'est refuser de voir les dynamiques de fond, les résistances internes à la réforme, et les défis réels d'une souveraineté monétaire que l'Algérie tente de préserver dans un contexte mondial instable.

Mais peut-être est-ce cela, le vrai scandale pour certains : que des progrès puissent être réalisés sans passer par eux, ou sans leur bénédiction idéologique. Que des institutions comme la Banque d'Algérie puissent poser des actes techniques au service de l'intérêt général, sans sombrer dans les populismes ou les slogans faciles.

Il ne s'agit pas ici de nier les limites du système, ni de glorifier une réforme qui reste à parfaire. Il s'agit de refuser la malhonnêteté intellectuelle. Celle qui consiste à transformer toute avancée en régression, toute concession en humiliation, et toute régulation en oppression. L'opposition, quand elle est responsable, doit proposer. Or, que propose-t-elle ici ? Rien, sinon un ressentiment qui tourne à vide.

À la fin, ce que révèle cette polémique, ce n'est pas tant la faiblesse du dinar que la pauvreté du débat. Un débat où certains croient que critiquer est une fin en soi, où le moindre geste en faveur du citoyen est systématiquement tourné en dérision, où l'on préfère l'indignation facile à la réflexion exigeante.

Or, une démocratie saine ne peut s'épanouir dans cette atmosphère de procès permanent. Elle a besoin d'oppositions lucides, pas d'accusateurs automatiques. De critiques constructives, pas de pamphlets déguisés en éditoriaux. De citoyens éclairés, pas de commentateurs qui confondent noirceur de ton et profondeur d'analyse.

L'allocation touristique n'est pas un miracle, ni un mirage. C'est une étape. Une décision technique dans un parcours plus large. Mais si l'on veut qu'elle s'inscrive dans une dynamique durable de justice économique et de respect de la dignité des Algériens, encore faut-il qu'elle ne soit pas systématiquement déformée, vilipendée, vidée de son sens par ceux qui ont fait de la critique un réflexe, et de la mauvaise foi un programme.

«avertissent que, sans une action immédiate, la plupart des ONG internationales partenaires pourraient être radiées de leur enregistrement par Israël dans les semaines à venir».

La déclaration, signée par l'Équipe humanitaire du Territoire palestinien occupé (EHP-TPO), appelle les autorités israéliennes à «abroger l'obligation, introduite le 9 mars, de communiquer des informations personnelles sensibles sur leurs employés palestiniens, sous peine

de voir leurs opérations humanitaires interrompues dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie, y compris à Al-Qods-Est».

«Cette exigence s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de nouvelles conditions restrictives pour les ONG internationales, qui pourraient entraîner des conséquences en cas de critique publique des politiques et pratiques du gouvernement israélien», ajoute le communiqué.

Déjà, en juillet dernier, «les autorités israéliennes ont rejeté les

demandes répétées de 29 ONG d'acheminer de l'aide humanitaire à Ghaza, les qualifiant de «non autorisées», explique l'EHP-TPO. Et d'ajouter : «Cette politique a déjà empêché l'acheminement d'une aide vitale, notamment de médicaments, de nourriture et d'articles d'hygiène», ce qui «affecte particulièrement les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, aggravant encore le risque d'abus et d'exploitation».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Le ministère du Commerce planche sur la rentrée sociale

A. Z.

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national M. Tayeb Zitouni n'a pas caché sa satisfaction face aux efforts déployés par les cadres et employés de son secteur pour assurer la disponibilité des produits de large consommation, maintenir la stabilité du marché et protéger le consommateur des intoxications alimentaires, notamment en raison de la forte pression saisonnière enregistrée dans plusieurs wilayas. C'est ce qui a été relevé, mardi dernier, lors d'une réunion d'évaluation par visioconférence consacrée à l'examen des mesures prises afin de garantir un approvisionnement régulier et équilibré du marché national durant la saison estivale, et des préparatifs de la prochaine rentrée sociale et économique, selon les termes d'un communiqué du ministère.

Dans ce sillage, la même source souligne que le ministre n'a pas manqué d'appeler les participants à cette réunion, des directeurs régionaux et de wilaya et des cadres centraux, à poursuivre le travail avec la même dynamique et la même rigueur, en intensifiant le contrôle sur les produits de base et les produits sensibles, et en renforçant la présence sur le terrain pour relever tout dysfonctionnement, particulièrement durant les heures de pointe et les périodes nocturnes

marquées par une activité commerciale intense. Il a insisté également sur la nécessité de dynamiser le travail des commissions sectorielles locales mixtes et de prendre en charge immédiatement toute situation pouvant influencer sur l'équilibre du marché ou entraver le processus d'approvisionnement, soulignant l'importance d'une coordination continue avec les différents organismes concernés pour garantir l'efficacité des interventions, indique la même source.

Concernant le renforcement des canaux de distribution directe, le ministre a souligné le maintien des espaces commerciaux relevant de la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros (MAGROS) ouverts gratuitement aux producteurs pour la commercialisation de leurs produits, à l'instar des pommes, des raisins et des œufs, dans le cadre des efforts visant à réduire la médiation illégale, à stabiliser les prix et à garantir une disponibilité permanente des produits de base.

Au terme de la réunion, le ministre a affirmé l'engagement du secteur du commerce à appliquer rigoureusement les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à renforcer la sécurité alimentaire et à stabiliser le marché, dans le cadre d'une vision globale basée sur la gouvernance, la transition numérique et l'action proactive sur le terrain, conclut le communiqué.

Production des engrais phosphatés Mémorandum d'entente entre Sonarem et une société pakistanaise

Un mémorandum d'entente entre le groupe industriel minier "Sonarem", représenté par sa filiale "Somiphos" et la société "Fatima Fertilizers", filiale du groupe pakistanais "Fatima", a été signé mercredi à Alger, à l'effet de renforcer le partenariat bilatéral dans les domaines des industries minières et de la production des engrais tous types confondus, a indiqué le ministère de l'Energie, des Mines et des Énergies renouvelables, dans un communiqué. La cérémonie de signature qui s'est déroulée en siège du ministère, a été présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Énergies renouvelables, Noureddine Yassaâ, du PDG du groupe Sonarem, Belkacem Soltani, du PDG de la société "Somiphos", Lekhal Mokhtar et du directeur exécutif des opérations à la société "Grand Exploration and Mining Company", relevant du groupe "Fatima", Mukhtar Abbas.

Ont également assisté à cette cérémonie l'ambassadeur du Pakistan en Algérie, de l'ambassadeur d'Algérie en Pakistan et de plusieurs cadres du ministère et des deux groupes.

Ce mémorandum d'entente tend à établir un cadre pour une coopération fructueuse entre les deux parties en matière de commercialisation du phosphate extrait du gisement Bir El Ater lors de sa première phase, à travers la mise en place de dispositions contractuelles portant sur l'enrichissement de cette matière vitale et sa transformation ultérieure au niveau local, en vue de contribuer au développement de la fabrication des engrais phosphatés et au renforcement des chaînes des valeurs y afférentes.

Il vise également à explorer les opportunités de partenariat et d'investissement

dans des projets industriels destinés aux marchés algériens et pakistanais ainsi qu'à d'autres marchés internationaux, en examinant la possibilité de réaliser des projets reposant sur la valorisation des ressources minières et la création de la valeur ajoutée à travers la fabrication locale, tout en échangeant les expertises techniques entre les deux sociétés.

Cette coopération s'inscrit dans le cadre des efforts de promotion de l'investissement dans le secteur minier et de renforcement des partenariats de qualité avec des partenaires asiatiques, reconnus pour leurs expertises industrielles et technologiques avancées dans les domaines de la transformation des matières premières et du développement des industries de transformation.

Elle vise également à développer, à enrichir et à transformer les gisements de phosphate extraits de la mine de Bir El Ater, dont les réserves excèdent les 850 millions de tonnes.

A cette occasion, les deux parties ont exprimé leur volonté de développer un partenariat stratégique basé sur l'intégration économique et l'exploitation des ressources minières disponibles, dans le sillage des efforts des deux pays pour renforcer la sécurité alimentaire et développer les industries de transformation basées sur les ressources naturelles.

A noter que "Fatima Group" est l'un des plus grands conglomérats industriels au Pakistan, opérant dans plusieurs domaines tels que les engrais, l'industrie chimique, l'énergie, le textile et l'agriculture. Sa filiale "Fatima Fertilizer Company Limited", leader dans la production d'engrais au Pakistan, s'est lancée dans le secteur minier à travers des projets stratégiques dans la province du Baloutchistan, notamment dans les domaines de l'exploitation et de la transformation du phosphate, du cuivre, de l'or et du fer.

Jusqu'à 44 °C annoncés à Relizane et Chlef

Une vague de chaleur atteignant les 44 degrés Celsius est prévue dans les wilayas de Relizane et Chlef jeudi et vendredi, a indiqué mercredi l'Office national de météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Les températures caniculaires touche-

ront les wilayas de Relizane et Chlef avec des températures maximales pouvant atteindre les 44 degrés Celsius et des températures minimales qui oscilleront entre 26 et 30 degrés. La validité de ce BMS court du jeudi 7 août au vendredi 8 août 2025, précise la même source.

Jijel Quatre morts dans le crash d'un avion de la protection civile

Quatre personnes sont décédées, mardi, suite au crash d'un avion de reconnaissance et de surveillance appartenant à la Protection civile, survenu au niveau de l'aéroport Ferhat Abbas dans la wilaya de Jijel, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. "Suite au crash d'un avion de reconnaissance et de surveillance modèle Zlin, appartenant à la Protection civile, survenu, ce jour, à l'aéroport Ferhat Abbas dans la wilaya de Jijel, lors d'une mission d'entraînement, quatre (4) personnes ont trouvé la mort alors qu'elles accomplissaient leur devoir professionnel", précise le communiqué.

Les victimes sont: "le lieute-

nant-colonel Bordji Redouane, commandant du groupement aérien de la Protection civile, le capitaine Ghellai Soheib, pilote stagiaire, un instructeur de l'école de pilotage Aptata et un gestionnaire de la société Air Tractor, de nationalité chilienne".

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléances et sa profonde compassion à l'ensemble des cadres et agents de la Protection civile ainsi qu'aux familles des victimes du crash.

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad s'est recueilli, mercredi dans la wilaya de Jijel,

à la mémoire des martyrs du devoir, victimes du crash. Accompagné du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, du Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf et du Directeur général des Affaires consulaires au ministère des Affaires étrangères, M. Merad s'est rendu dans la wilaya de Jijel.

Au siège de l'Unité principale de la Protection civile à Jijel, le ministre et la délégation l'accompagnant se sont recueillis à la mémoire des martyrs du devoir professionnel parmi les agents et cadres de la Protection civile et ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes.

Industrie automobile Appel aux compétences algériennes pour la création d'un conseil d'expertises

Le ministère de l'Industrie a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement d'une campagne nationale visant à mettre à contribution les compétences algériennes, à l'intérieur du pays et à l'étranger, pour la création d'un conseil d'expertises nationales dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange.

Placée sous le slogan «Avec des compétences algériennes, nous construisons une véritable industrie mécanique», cette initiative intervient dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à développer une industrie mécanique nationale intégrée et pérenne, précise le communiqué.

Les compétences algériennes

sont invitées à soumettre leurs candidatures en ligne via le lien <https://www.industrie.gov.dz/plateforme-ami/en/>.

Cette démarche intervient en parachèvement du processus participatif lancé par le ministère à travers des rencontres de concertation avec différents acteurs du secteur de l'industrie automobile et des pièces de rechange, ayant abouti à la création de groupes de travail spécialisés et à l'élaboration de recommandations stratégiques définissant les bases techniques et réglementaires nécessaires au développement d'une industrie nationale concurrentielle et au renforcement de l'intégration industrielle, selon la même source.

Le ministère entend ainsi mobiliser les compétences algériennes

(experts, ingénieurs et techniciens) à l'intérieur du pays et à l'étranger pour la création d'un conseil national d'expertises dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange, qui sera chargé d'élaborer le référentiel national en matière d'intégration industrielle, comme cadre de référence définissant les bases techniques et réglementaires pour un écosystème industriel performant et intégré. Ce conseil d'expertises contribuera, sous l'égide du ministère de l'Industrie, à accompagner les industriels algériens pour réaliser de hauts niveaux d'intégration et veiller à la conformité des produits aux normes internationales, en vue de renforcer l'intégration de l'industrie algérienne dans les chaînes de valeur mondiales, conclut le communiqué.

Amine Bouali

L'écrivain Mohammed Dib et le prénom qui dérange

On aimerait croire que le talent suffit pour s'imposer en littérature. Mais même les voix les plus puissantes doivent parfois composer avec leurs origines, que ce soit en bien ou en mal. C'est ce que confiait, à demi-mot, l'écrivain algérien Mohammed Dib (1920-2002) à un proche : au début des années 1980, son éditeur français, le Seuil, lui aurait suggéré de changer de prénom. «Mohammed», disait-on, «ne faisait pas vendre».

Cette anecdote, livrée sur le ton de la confidence, en dit long sur une époque où les impératifs du marché prenaient déjà le pas sur la voix singulière et authentique des auteurs, même les plus illustres. Mohammed Dib, dont l'œuvre riche et poétique explore tous les genres -roman, conte, poésie, nouvelle- s'était imposé comme une figure majeure de la littérature francophone maghrébine. Pourtant, son prénom, porteur d'histoire, de culture et de mémoire, semblait déranger certains à Paris.

Ce rejet de l'altérité, sous couvert de stratégie commerciale, révèle un malaise plus profond

: celui que suscite ce qui échappe aux cadres identitaires et idéologiques dominants. Ce qui, à l'époque, relevait d'une pression isolée d'un éditeur parisien s'inscrit aujourd'hui dans une logique plus diffuse, plus insidieuse. La méfiance, en France en particulier (et plus largement en Europe), envers ce qui sonne «arabe» ou «africain» ne se limite plus aux prénoms : elle s'étend désormais aux contenus mêmes des ouvrages. Les critères d'acceptabilité ne sont plus seulement commerciaux -ils sont devenus aussi idéologiques et politiques-.

Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les prénoms qui dérangent, mais aussi les voix, les âmes, les esprits qui échappent à l'air du temps et aux injonctions du moment. Que reste-t-il de la littérature si elle doit plier devant les exigences de conformité, qu'elles soient économiques, culturelles ou politiques ?

Mohammed Dib a tenu bon, refusant de se renier. Mais de nos jours, combien d'auteurs francophones venus du Sud consentent à édulcorer leur voix (et encore c'est un euphémisme) ! pour être publiés — et célébrés — à Paris ?

Mutation des enseignants Prolongation du délai de dépôt des demandes

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, mardi, dans un communiqué, la prolongation du délai de dépôt des demandes de mutation pour l'ensemble des enseignants des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), titularisés et en poste, souhaitant être mutés hors de leur direction d'affectation (demandes de mutation inter-wilayas: entrées et sorties), au titre de l'année 2025-2026, dans la limite des postes budgétaires vacants au niveau de la direction de l'éducation demandée, et qui n'ont pas encore introduit la demande de mutation via l'es-

pace qui leur est dédié dans le système d'information du secteur de l'Éducation nationale, que les délais de dépôt des demandes de mutation via le lien <https://ostad.education.dz> ont été prolongés jusqu'au 10 août 2025", précise le communiqué, ajoutant que cette mesure «permettra aux enseignants ayant soumis, précédemment, leurs demandes, de vérifier et de confirmer leurs informations personnelles et professionnelles».

pace qui leur est dédié dans le système d'information du secteur de l'Éducation nationale, que les délais de dépôt des demandes de mutation via le lien <https://ostad.education.dz> ont été prolongés jusqu'au 10 août 2025", précise le communiqué, ajoutant que cette mesure «permettra aux enseignants ayant soumis, précédemment, leurs demandes, de vérifier et de confirmer leurs informations personnelles et professionnelles».

Algérie: l'or bleu et l'or solaire, la double souveraineté qui peut tout changer

Par Salah Lakoues

Cette double souveraineté pourrait faire d'Alger un pilier de la transition énergétique mondiale... à condition d'opérer un tournant stratégique majeur.

GAZODUCS : UN MODÈLE DÉPASSÉ

Nigeria-Maroc (AAGP) : 5/ 600/ km, 25/ Mds/ \$, 15 à 20/ ans de travaux.
Nigeria-Algérie (NIGAL) : 4/ 100/ km, 13-15/ Mds/ \$, traversant des zones rouges au Niger et au nord du Nigeria.
«/ Ces infrastructures arriveront à maturité au moment même où l'Europe sortira du gaz fossile. Ce sont des projets conçus pour un marché qui n'existera plus/ », avertit Fatih Birol, directeur de l'AIE.
L'accord USA-UE (2025)
Montant : 750/ Mds/ \$ sur 10 ans.
Volume garanti : 50/ milliards de m³/an de GNL US vers l'Europe.
Conséquence : rétrécissement de la fenêtre commerciale pour l'Afrique.
«/ L'Europe n'est plus l'eldorado gazier des années 2000. L'Algérie doit changer de paradigme/ », résume Thierry Bros, expert gazier.

L'OR BLEU DOIT DEVENIR CHIMIQUE

Exporter du gaz brut rapporte peu. Le transformer en produits pétrochimiques multiplie par 6 à 8 la valeur créée.
Engrais azotés : +35/ % de demande mondiale d'ici 2035.
Plastiques techniques : marges 4 à 6 fois supérieures à l'export brut.
Méthanol et ammoniac : bases de la chimie fine.
«/ Chaque mètre cube de gaz transformé en ammoniac est une souveraineté gagnée/ », souligne Abdelmadjid Attar, ex-ministre de l'Énergie.
Projection : transformer 30/ % du gaz exporté = +20 à 25/ Mds/ \$/an pour l'économie algérienne.

L'ATOUT SOLAIRE ALGÉRIEN

Ensoleillement : 3/ 000/ h/an.
Potentiel : 170/ TWh/an sur seulement 0,3/ % du Sahara.
Hydrogène vert : 1,2-1,5/ \$/kg d'ici 2030 (contre 2,5-3/ \$/kg en Europe).
«/ L'Algérie détient un double privilège : elle est propriétaire de son gaz et de son soleil. C'est une combinaison rare qui peut faire d'elle un géant énergétique du XXIe siècle/ », conclut un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (2025).

UN TOURNANT DE SOUVERAINETÉ

Cette double souveraineté - or bleu et or solaire - n'est pas seulement un avantage économique. C'est une question d'indépendance nationale.
Option 1 : persister dans la guerre des pipelines pour un marché en déclin.
Option 2 : bâtir une puissance énergétique intégrée : pétrochimie, solaire, hydrogène vert.
«/ L'indépendance énergétique de l'Algérie ne se jouera pas dans les volumes exportés mais dans sa capacité à transformer son énergie en puissance industrielle/ », insiste l'économiste Slimane Harchaoui.
L'approche stratégique de l'Algérie en matière énergétique, telle que présentée avec la double souveraineté sur le gaz naturel (« or bleu ») et le solaire (« or solaire »), est une vision cohérente et prometteuse qui vise à positionner le pays comme un acteur clé de la transition énergétique régionale et

Alors que l'Afrique du Nord est traversée par des vents géopolitiques contraires et que l'Europe verrouille son avenir énergétique avec les Etats-Unis, l'Algérie dispose d'un atout unique : elle est propriétaire de son gaz et de son soleil.

mondiale. Voici une analyse approfondie et cohérente de cette démarche :
Double souveraineté énergétique : un atout géopolitique et économique majeur
Or bleu (gaz naturel) : L'Algérie est riche en gaz naturel mais fait face à un marché européen en déclin, notamment du fait de l'accord USA-UE de 2025 qui verrouille ce marché pour le gaz américain. La stratégie de transformation du gaz brut en produits pétrochimiques (ammoniac, plastiques, engrais) est une étape essentielle qui permettrait de multiplier la valeur ajoutée exportée, créant ainsi une souveraineté économique renforcée. Cela dépasse le simple revenu d'exportation brute et ancre une puissance industrielle locale.
Or solaire (énergie photovoltaïque et hydrogène vert) : Grâce à un très fort ensoleillement (environ 3 000 heures par an) sur une faible superficie du Sahara, l'Algérie dispose d'un potentiel solaire exceptionnel, pouvant générer 170 TWh/an. L'énergie solaire offre une source propre et durable pour alimenter aussi bien la demande intérieure que la production d'hydrogène vert à bas coût, ce qui est clé pour les industries du futur et les exportations énergétiques décarbonées.

COHÉRENCE AVEC LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE NATIONALE EN 2025-2035

La transition énergétique algérienne vise une diversification progressive du mix énergétique, passant d'une dépendance forte aux énergies fossiles à une intégration croissante des énergies renouvelables. Le programme prévoit 15 GW d'énergie renouvelable installés d'ici 2035, avec un pas décisif en 2025 qui marque l'entrée en service de plusieurs GW de solaire photovoltaïque. Le développement du solaire qui s'appuie sur des projets très avancés (près de 4 GW de capacité imminente) est complété par des efforts sur l'efficacité énergétique et par la valorisation de la biomasse (biogaz), ce qui illustre une approche intégrée et durable.

ADAPTATION AU CONTEXTE GÉOPOLITIQUE MONDIAL

Le récent accord commercial USA-UE limite le marché européen pour le gaz africain, ce qui pousse l'Algérie à réduire sa dépendance aux exportations de gaz brut vers l'Europe, tout en développant ses capacités de transformation industrielle chimique pour créer de la valeur sur place.
Par ailleurs, le solaire et l'hydrogène vert ouvrent des perspectives pour créer de nouveaux marchés, notamment en Europe via des corridors électriques haute tension (HVDC) et la fourniture d'énergie décarbonée, permettant à l'Algérie de contourner le verrouillage gazier.

ENJEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

La stratégie favorise la création d'emplois locaux dans les secteurs de la construction, la maintenance, l'ingénierie et la production industrielle liée aux renouvelables et à la chimie avancée.

Cette transformation contribue également à la réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays, alignant l'Algérie sur les objectifs climatiques mondiaux tout en apportant des bénéfices économiques.

Le haut potentiel solaire permet d'éviter la surexploitation des ressources fossiles et offre une énergie propre adaptée à une croissance durable.

Défis et recommandations pour la réussite de cette approche

Investissements et financement : La réussite dépendra de la capacité à mobiliser des financements suffisants, incluant des ressources nationales et partenariats internationaux, pour achever et maintenir les grands projets solaires et industriels.

Développement des infrastructures : Nécessité de renforcer les réseaux électriques, notamment les interconnexions HVDC vers l'Europe, et de sécuriser les infrastructures gazières.

Innovation et formation : Parfaire la montée en compétences locales dans les technologies renouvelables, la gestion industrielle, et l'ingénierie pour limiter la dépendance aux équipes étrangères.
Gouvernance et planification intégrée : Adapter la réglementation, promouvoir l'efficacité énergétique et coordonner la stratégie entre secteurs énergétiques, industriels et environnementaux.

L'approche algérienne basée sur une double souveraineté énergétique est à la fois réaliste et visionnaire. Elle répond à la fois aux enjeux géopolitiques, économiques, environnementaux et sociaux actuels. Sa cohérence stratégique est renforcée par la mise en œuvre progressive de projets concrets, un fort potentiel naturel et un alignement avec les tendances mondiales de transition énergétique.

Cette stratégie peut faire d'Algérie un leader régional de la transition énergétique, en s'appuyant sur sa richesse naturelle mais aussi sur une transformation durable de son économie.

Mon analyse met en lumière les principales critiques et limites stratégiques associées aux grands projets de gazoducs africains face à la transition énergétique mondiale et à l'évolution rapide du marché européen :

GAZODUCS TRANSSAHARIENS : UNE ÉQUATION DÉFAVORABLE

Viabilité géopolitique compromise
Le projet Nigeria-Algérie par le Niger (NIGAL) est effectivement plongé dans une zone d'insécurité chronique : le nord du Nigeria et le Niger sont confrontés à des risques sécuritaires majeurs (instabilité politique, groupes armés, attaques sur les infrastructures). Cela implique des surcoûts constants (sécurisation, assurances, retards) qui renchérissent encore un projet déjà estimé entre 13 et 15 milliards de dollars pour 4 100 km de conduite.

Délai de réalisation disproportionné : Les projections optimistes parlent de 10 à 15 ans pour la construction, mais le contexte régional laisse peu d'espoir d'un achèvement rapide - ce qui arrive au moment même où l'Europe réduit puis élimine sa demande de gaz fossile, conformément à ses trajectoires climatiques (Fit for 55, Green Deal).

NIGERIA-MAROC : UN PROJET DE PRESTIGE SANS MARCHÉ

Tracé sur 5 600 km et 13 pays, traversant des zones aussi bien littorales que très instables (Afrique de l'Ouest), le AAGP (African Atlantic Gas Pipeline) cumule des obstacles géopolitiques (diversités de réglementations, risques de transit), techniques et commerciaux.

Le coût estimé à plus de 25 milliards de dollars est largement hors de portée pour un marché gazier européen en effondrement d'ici l'achèvement du projet (horizon 2040). Les chances de trouver ce financement sont quasi nulles auprès du secteur privé ou des institutions multilatérales dans le contexte actuel.

Pays de transit désormais producteurs compétiteurs : Sénégal et Mauritanie accélèrent déjà l'exploitation de leurs propres découvertes de gaz (Grand Tortue, Yakaar-Teranga), ce qui réduit leur intérêt à dépendre d'un pipeline multinational et à en porter les risques.

MUTATION DU MARCHÉ EUROPÉEN : LA FENÊTRE SE REFERME

L'Europe se détourne structurellement du gaz fossile : la demande européenne va chuter de près de 40% d'ici 2035, rendant tout projet qui ne serait opérationnel qu'au-delà de cette échéance inadapté à la nouvelle donne mondiale. Le Green Deal et la politique de décarbonation européenne ferment progressivement l'accès au marché, au profit de l'électricité propre et de l'hydrogène vert.

L'accord USA-UE verrouille le marché à moyen terme pour le GNL américain, laissant très peu de place au gaz africain « supplémentaire » qui arriverait trop tard.

Photovoltaïque solaire : un investissement d'avenir

Rendement économique supérieur : Investir 10 milliards de dollars dans le solaire photovoltaïque en Algérie génère un parc de plusieurs gigawatts immédiatement connecté au réseau domestique ou à des sites industriels, créant de la valeur ajoutée instantanée, des emplois locaux, et un mix énergétique plus résilient et compétitif.

Adaptation à la demande régionale et future exportation : Le solaire monte en puissance en Algérie, avec l'ambition de fournir, à terme, de l'électricité à faible coût pour alimenter les industries locales ou exporter via des corridors HVDC en pleine planification vers l'Europe et le bassin méditerranéen.

Transition industrielle et climatique : Le solaire bénéficie de financements innovants (green bonds, financements multilatéraux, participation du secteur privé), d'externalités positives sur la santé publique, l'environnement et la compétitivité des économies africaines pour la prochaine décennie.

La stratégie basée sur les mégaprojets de gazoducs apparaît désormais risquée et anachronique/ : trop chère, trop lente, trop dépendante des incertitudes géopolitiques et d'une fenêtre de marché en voie d'extinction. À l'inverse, l'investissement massif dans le photovoltaïque solaire, l'industrie chimique secondaire (valorisation du gaz sur place) et les interconnexions électriques régionales apparaît plus cohérent, moins risqué et créateur de valeur/ : il aligne l'Afrique du Nord et de l'Ouest sur la nouvelle donne énergétique mondiale et répond aux besoins locaux présents et futurs.

suite en page 5

Le patriotisme économique

Un enjeu, à la fois économique et social et par conséquent politique!



Par Cherif Ali*

Depuis la Foire de la production nationale, première sortie publique du président Abdelmadjid Tebboune après son élection, le ton était donné : Consommer local n'est plus un choix mais une nécessité! Pour lui, l'exportation ne doit être envisagée que de manière exceptionnelle, seulement quand la production nationale n'arrive pas à couvrir la demande locale.

Si nous n'accordons pas la priorité à nos produits, nous allons avoir de sérieux problèmes économiques, avait-il averti, appelant à un sursaut patriotique pour sauver l'économie nationale. Il a dénoncé l'attachement du consommateur algérien aux produits importés, tout en invitant les entreprises locales à améliorer la qualité de leurs produits afin de garantir leur compétitivité.

Cette vision s'inscrit dans une politique plus large visant à renforcer la souveraineté économique, en misant sur la production nationale et la réduction des importations, qui pèsent lourdement sur les réserves de change.

Une volonté réaffirmée à travers les actes et les institutions. Sous la présidence Tebboune, plusieurs ministères ont été mobilisés pour soutenir cette démarche :

- Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a récemment mis en avant l'importance des complexes industriels, comme celui de trituration des graines oléagineuses à Jijel, pour structurer une économie locale robuste.
- L'Armée nationale populaire (ANP) a aussi été impliquée dans des projets à forte valeur ajoutée, témoignant d'une stratégie globale d'autosuffisance.

Le patriotisme économique est économique, social, mais aussi profondément politique :

1. Économique, car il stimule les PME/PMI et les artisans locaux, particulièrement en période de crise, en créant de l'emploi et de la valeur ajoutée.
 2. Social, car il redonne du sens à l'acte de consommation : acheter local, c'est soutenir des emplois, faire des économies, et participer à un projet collectif.
 3. Politique, car dans un contexte post-rentier, où les hydrocarbures ne suffisent plus, encourager la production nationale est au cœur de la souveraineté du pays.
- Réformer et diversifier pour une économie durable
- Des réformes structurelles ont été entreprises depuis les années 2000 pour stabiliser les indicateurs macroéconomiques (maîtrise de l'inflation, réduction de la dette exté-

rieure, balance commerciale excédentaire). En 2022, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, s'opposait publiquement au plafonnement des prix du gaz par l'Union européenne, illustrant la volonté algérienne de défendre ses intérêts économiques stratégiques sur la scène internationale.

Le président Tebboune a d'ailleurs rappelé que les accords commerciaux avec l'UE permettent des clauses de sauvegarde, notamment pour protéger la production nationale. Une réponse ferme aux critiques étrangères, notamment à celles de la commissaire européenne Cecilia Malmström qui jugeait les mesures protectionnistes de l'Algérie « non conformes » aux accords de libre-échange.

En 2025, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré 270 projets d'investissement étranger, souvent en partenariat avec des acteurs locaux.

Lors de l'Expo Osaka-2025, le Premier ministre Nadir Larbaoui a réaffirmé l'engagement du pays à promouvoir son économie à l'international, tout en valorisant les ressources locales. Ce positionnement montre une volonté d'ouverture encadrée par les intérêts nationaux.

EXPORTATION HORS HYDROCARBURES : UNE VOIE STRATÉGIQUE

Lors d'une interview, le président Tebboune a souligné que les exportations hors hydrocarbures avaient atteint près de 7 milliards de dollars en 2022, contre à peine 1,8 milliard historiquement. L'objectif annoncé est d'atteindre 13 milliards de dollars, en misant notamment sur des produits comme le ciment et le rond à béton, exportés vers l'Afrique, l'Europe et les États-Unis.

Pour y parvenir, le président a défini trois priorités :

- Satisfaire d'abord la demande nationale ;
 - Remplacer les produits importés par des produits locaux pour économiser les réserves de change ;
 - Favoriser tout investissement industriel local, créateur d'emplois et de croissance.
- Un nouveau modèle économique en construction

Le patriotisme économique algérien ne peut réussir sans une véritable transformation de l'appareil productif, une amélioration de la qualité, et un changement dans les mentalités. Il s'agit non seulement de produire plus, mais surtout de produire mieux, avec des standards capables de rivaliser à l'échelle internationale.

L'enjeu est clair : sortir de la dépendance aux hydrocarbures et construire une économie résiliente, diversifiée et souveraine. Le président Tebboune en a fait un cheval de bataille. Aux institutions, aux entreprises, mais aussi aux consommateurs d'en faire une réalité durable.

Algérie: l'or bleu et l'or solaire, la double souveraineté qui peut tout changer

Suite de la page 4

L'Algérie bénéficie d'un avantage majeur par rapport à l'Europe concernant la contrainte de surface pour le développement solaire. Voici pourquoi : Surface disponible abondante en Algérie : Plus de 80% du territoire algérien est couvert par le désert du Sahara, une zone très peu peuplée et peu exploitée, avec un excellent ensoleillement (environ 3 000 heures/an, voire jusqu'à 3 600 dans certaines zones).

Cette disponibilité permet d'installer facilement de larges centrales photovoltaïques sans conflits d'usages, contrairement à l'Europe où la densité de population élevée limite la disponibilité des espaces au sol pour le solaire à grande échelle.

Potentiel solaire exceptionnel et concentré : Une faible surface (seulement quelques dixièmes de pourcent du Sahara) peut produire des quantités d'électricité énormes, bien supérieures aux besoins actuels nationaux et avec une capacité d'exportation vers l'Europe. Ce potentiel naturel est un atout stratégique unique, difficile à égaler en Europe où les surfaces libres adaptées sont limitées.

Flexibilité dans le développement : L'Algérie mène des programmes d'installation ambitieux et rapides, avec environ 3 200 MW en chantier dès 2025 et un objectif de 15 000 MW (15 GW) de solaire photovoltaïque d'ici 2035. La disponibilité de terrains facilite la planification et la réalisation de projets à grande échelle, sans les blocages administratifs et les oppositions locales fréquentes en Europe.

Co-localisation industrielle possible : En plus du territoire disponible, l'Algérie développe une industrie locale de production d'équipements solaires en partenariat avec des acteurs européens, ce qui renforce la dynamique industrielle autour du solaire.

La contrainte de surface n'est pas un obstacle en Algérie, bien au contraire, elle est plutôt un levier majeur pour faire du pays un leader solaire régional et un partenaire clé pour l'exportation d'électricité verte vers l'Europe, là où la surface limitée en Europe est souvent un frein important au déploiement massif de solaire au sol.

Ce facteur couplé à un ensoleillement optimal place l'Algérie dans une position privilégiée pour accélérer la transition énergétique solaire et devenir un fournisseur stratégique de l'énergie propre dans la région euro-méditerranéenne.

Mon observation met en lumière un enjeu clé pour accélérer le développement du photovoltaïque solaire en Algérie, en particulier en intégrant efficacement les investisseurs privés et en contournant les freins bureaucratiques. Voici une proposition structurée de mode opératoire pour relever ces défis, en tenant compte du cadre actuel et des leviers institutionnels :

SIMPLIFICATION ET ACCÉLÉRATION ADMINISTRATIVE

Création d'un guichet unique dédié aux projets photovoltaïques privés : centralisation des démarches (permis, raccordement, approbations réglementaires) pour réduire les délais et faciliter la coordination entre les différents ministères et Sonelgaz.

Digitalisation des procédures avec suivi transparent en ligne, permettant aux promoteurs de suivre l'état d'avancement et de réduire les coûts administratifs.

Cadre réglementaire clair et stable, renforcé par des décrets et arrêtés sectoriels dédiés aux petites et moyennes centrales photovol-

taïques privées, avec des normes techniques simplifiées mais rigoureuses.

VALORISATION DU POTENTIEL PRIVÉ INDÉPENDANT DANS LE NORD

Ouverture et structuration d'un marché de l'électricité décentralisée, où les producteurs privés (1 MW à 10 MW) peuvent injecter leur production dans le réseau Sonelgaz.

Contrats d'achat garantis par l'État (Power Purchase Agreements, PPA) d'une durée longue, par exemple 15 ans, avec un tarif d'achat fixé ou indexé garantissant une rentabilité économique aux investisseurs, tout en tenant compte des coûts et du contexte algérien.

Mise en place de mécanismes incitatifs complémentaires : garanties partielles de paiement, exonérations fiscales ciblées (TVA, droits de douane sur équipements), et possible accès facilité au foncier.

Financement adapté et partenariats institutionnels pour les grandes centrales. Mobilisation des institutions financières nationales telles que la Nouvelle Banque de Développement (NBD BRICS) qui peut jouer un rôle de prêteur principal ou co-financeur, avec des lignes dédiées pour les renouvelables.

Coordination avec des bailleurs de fonds multilatéraux et régionaux, notamment la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Islamique de Développement (BID), pour apporter des financements concessionnels, des garanties de risque ou des prêts à taux préférentiels.

Facilitation du montage financier mixte public-privé autour de consortiums regroupant opérateurs algériens, investisseurs étrangers, et bailleurs multilatéraux.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS LOCALES ET ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL

Encourager la montée en compétence des PME locales spécialisées dans l'installation, la maintenance, et la fourniture d'équipements pour soutenir un déploiement efficace et durable.

Promouvoir la collaboration entre acteurs privés, universitaires et instituts de recherche pour innover et adapter les technologies au contexte algérien (poussière, chaleur).

Suivi, évaluation et pilotage

Création d'un comité national de suivi des projets photovoltaïques privés rassemblant les ministères de l'Énergie, des Finances, l'Agence nationale des énergies renouvelables (ANDER), Sonelgaz, banques, et représentants du secteur privé.

Mise en place d'indicateurs de performance clairs (délais de raccordement, nombre de MW installés par an, impact socio-économique) et publication régulière de rapports pour assurer transparence et adaptation continue du dispositif.

Pour relever l'urgence de développement du photovoltaïque solaire privé en Algérie, il est indispensable de :

Simplifier et accélérer les procédures, Garantir la stabilité du cadre réglementaire et la pérennité des contrats, Structurer un véritable marché décentralisé de l'électricité,

Mobiliser les financements nationaux et internationaux adaptés, Accompagner la montée en puissance industrielle locale, Assurer un pilotage coordonné entre acteurs publics et privés.

Cette approche pragmatique permettra d'attirer massivement les investisseurs privés, de diversifier la production solaire en intégrant les petites et moyennes centrales, et de contribuer efficacement aux objectifs nationaux de transition énergétique.

Salah Lakoues

Evolution de la politique de la santé et sécurité au travail en Algérie

Par M. Bouabida*

En Algérie, la santé et la sécurité au travail sont des enjeux majeurs et un axe de travail primordial. Afin de préserver la force de travail, l'Etat a mis en place un dispositif réglementaire et une administration chargée de veiller à son application. Le support juridique nécessaire à l'action des partenaires sociaux et à celle des pouvoirs publics est allé se renforçant. En 1983, une loi relative aux accidents de travail et aux maladies professionnelles a été promulguée. Une loi relative à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine du travail a été promulguée le 26 janvier 1988 pour prendre en charge les réponses aux préoccupations de ces trois parties impliquées dans la préservation de la santé et de l'homme au travail. Cette loi a fixé le cadre organisationnel qui doit prendre en charge, à tous les niveaux du monde du travail, les préoccupations relatives à la santé et à la sécurité du travailleur, durant l'exercice de ses activités professionnelles.

La prise en charge de la santé et de la sécurité au travail en Algérie a donc connu une évolution progressive, intégrant des aspects de prévention et de protection des travailleurs. L'évolution législative et organisationnelle a conduit à une meilleure prise en compte des risques professionnels, accidents du travail (AT) et maladies professionnelles (MP), ainsi qu'à une amélioration des conditions de travail.

Au niveau national le volet de la santé et sécurité au travail est étalé avec des décisions et des initiatives significatives comme le laissez apparaitre le dernier message de félicitation émanant de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) reçu à l'occasion de la diffusion de notre article relatif à la Journée mondiale sur la santé et la sécurité au travail, et dans lequel l'organisme onusien apprécie vraiment l'inclusion des initiatives et des politiques de l'Algérie.

Il est à signaler, au passage, que tout récemment l'Algérie a présidé la Commission de l'application des normes internationales du travail dans le cadre des travaux de la 113^{ème} session de la Conférence internationale du Travail (CIT), qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 3 au 13 juin 2025.

Nous évoquerons ci-après les étapes franchies par notre pays en matière de prise en charge de la santé et la sécurité au travail à partir de l'élaboration des textes en passant par le rôle prépondérant de la CNAS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale) dans la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles ainsi que le profil algérien de la santé et la sécurité élaboré par le ministère du Travail conformément aux recommandations de l'OIT, en particulier les dispositions de la recommandation n° 197 relatives au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail 2006. C'est un pas significatif vers un environnement professionnel progressivement plus sûr et plus salubre en Algérie.

1°) LE PROFIL ALGÉRIEN SUR LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL :

L'Algérie a développé une politique nationale de santé et sécurité au travail. L'élaboration de cette politique, ainsi que la mise en place d'un système et d'un programme national de prévention des risques professionnels exigent une analyse de la situation actuelle et une connaissance approfondie du système existant en matière de sécurité et de santé en milieu professionnel. C'est ainsi que le premier profil national de santé et de sécurité au travail a été élaboré en 2006.

Dix-sept ans après, dans un monde de travail en mutation, un nouveau profil actualisé a été donc établi pour répondre à la situation actuelle en matière de santé et sécurité au travail (SST).

C'est ainsi que dans le cadre de l'appui technique qu'offre l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en matière de santé et la sécurité au travail, aux pays membres dont fait partie l'Algérie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a sollicité l'assistance de l'OIT pour la réactualisation de son profil santé et sécurité au travail (SST). Ce profil national sur la sécurité

et la santé au travail a été élaboré par l'Algérie conformément aux recommandations de l'OIT, en particulier les dispositions de la recommandation n° 197 relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006. Monsieur le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale F. Bentaleb s'est prononcé pour son adoption en date du 21 septembre 2023.

Il est à noter que le profil national de santé et de sécurité au travail est un outil d'évaluation qui décrit l'état actuel de la santé et de la sécurité au travail. Il fournit une analyse exhaustive de la situation en matière de santé et de sécurité au travail au niveau national. Ce profil est conçu pour être un instrument de diagnostic, identifiant les forces et les faiblesses, et permettant ainsi de guider les actions futures.

En se prononçant sur l'adoption du Profil national de sécurité et de santé au travail le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, F. Bentaleb a précisé : « ce profil national de santé et de sécurité au travail qui est l'aboutissement d'un processus collaboratif avec le Bureau de l'OIT, à Alger témoigne de notre volonté collective de progresser vers un environnement de travail sûr et salubre, devenu depuis la 110^{ème} Conférence internationale du Travail, un principe et un droit fondamental pour les travailleurs ». « C'est un pas significatif vers un avenir où la sécurité et la santé des travailleurs seront placées au cœur de nos préoccupations » a conclu M. le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

2°) PRÉVENTION DES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES :

Les Agences CNAS continuent d'organiser, à travers le territoire national, des campagnes de sensibilisation qui se traduisent généralement par l'organisation de journées d'étude et dont l'objectif est d'ancrer la culture de la prévention à travers plusieurs thèmes liés notamment à la prise en charge des accidents de travail et des maladies professionnelles.

Dans le cadre de la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, des journées d'étude sont donc lancées, chaque année, à travers le territoire national, par la Direction générale de la CNAS. L'objectif principal de ces journées étant de sensibiliser les chefs d'entreprises et les travailleurs pour qu'ils s'impliquent activement dans la gestion des risques. Cette implication se traduit par le respect de la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité dans le milieu du travail et par la mise en place de méthodes et de plans pour préserver la sécurité des travailleurs et réduire les accidents de travail et les maladies professionnelles. Ces manifestations sont animées au niveau des Agences CNAS par des cadres de la CNAS, la CASNOS, la CNR, la CACOBATPH, l'ANEM, l'Inspection du Travail, la médecine du Travail et portent sur différents thèmes. Elles se déroulent à travers le territoire national, d'Alger, Hussein-Dey, Brouira, Oum El Bouaghi en passant par Mascara, Mostaganem jusqu'à Naâma, Béchar et sont axées sur les accidents du travail, les maladies professionnelles et les Commissions paritaires d'hygiène et de sécurité.

La CNAS en organisant ces campagnes de sensibilisation encourage les employeurs à mettre en place des démarches de sécurité efficaces et à fournir des informations en matière de sécurité, de prévention et de gestion des risques. Cela peut également inciter les travailleurs à être plus vigilants sur leur propre sécurité et à signaler tout incident ou danger potentiel. En sensibilisant les employés aux risques de sécurité et en les formant à la prévention des risques professionnels, les employeurs peuvent réduire les risques d'accidents et, par conséquent, les coûts liés à ces accidents du travail. La sensibilisation des travailleurs aux risques de sécurité auxquels ils peuvent être exposés dans leur travail quotidien peut inclure des risques liés à l'utilisation d'équipements dangereux, à la

manipulation de produits chimiques, l'utilisation des élingues, aux risques d'incendie et aux risques liés à l'ergonomie.

3°) 113^{ÈME} SESSION DE LA C.I.T : L'ALGERIE À LA TÊTE DE LA COMMISSION DES NORMES DE L'O.I.T.

L'Algérie a été élue à la tête de la Commission d'application des normes internationales du Travail dans le cadre de la 113^{ème} Session de la Conférence internationale du Travail, organisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève du 3 au 13 juin 2025. Représentée par le conseiller auprès de la Mission permanente auprès de l'Office des Nations unies à Genève, Belgacem Tabai, l'Algérie a donc présidé la Commission de l'application des normes internationales du travail. Cette désignation constitue une reconnaissance de l'engagement constant de l'Algérie en faveur des normes internationales du Travail et de sa contribution active au système multilatéral de l'OIT.

Lors de l'adoption du rapport de la Commission, M. Tabai a souligné que cette élection témoigne de la confiance dont jouit l'Algérie auprès des États membres et des partenaires sociaux. Le président de la Commission a mis en avant « l'expérience positive de l'Algérie en matière de coopération avec les organes de contrôle, notamment à travers la soumission régulière des rapports relatifs à l'application des Conventions ratifiées, ainsi que la réponse aux observations du Comité d'experts par une série de réformes législatives visant à aligner la législation nationale sur les normes internationales ». Il a précisé que ces efforts « s'inscrivent dans une politique ambitieuse menée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer le caractère social de l'Etat algérien, à renforcer le dialogue social, à protéger les droits des travailleurs et à promouvoir la justice sociale ». S'agissant des travaux de la Commission au cours de cette session, les délégations participantes ont salué « l'esprit constructif et le respect mutuel qui ont caractérisé les discussions, lesquelles ont abouti à des résultats importants, illustrant concrètement le principe du dialogue tripartite, qui constitue une caractéristique fondamentale du système de contrôle de l'OIT ».

CONCLUSION

La prévention des risques professionnels est une priorité majeure et permanente dans la politique nationale de sécurité et de santé au travail et représente un droit fondamental pour la protection des travailleurs. La culture de la sécurité et de la santé au travail s'avère alors nécessaire pour tous les acteurs du monde du travail. Elle constitue un élément essentiel favorisant le dialogue social au sein des entreprises. Le bon rendement et la compétitivité de l'entreprise et, par conséquent, le développement économique et social de toute la nation en dépend.

L'Algérie dispose d'un important dispositif législatif sur lequel s'appuie la politique nationale en matière de santé et de sécurité au travail. La santé au travail en Algérie est un droit consacré par la constitution. Elle a évolué progressivement et a intégré la politique nationale de santé publique par la loi n°85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé et la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983 relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles. Elle établit le cadre juridique pour la gestion des accidents et maladies liés au travail, définissant les cas considérés comme accidents de travail et les procédures à suivre. Ainsi, ces derniers sont rattachés à la Sécurité sociale qui leur reconnaît le caractère de risque social. Enfin les services de la Sécurité sociale CNAS déploient d'énormes efforts pour être au plus près du terrain et du quotidien des travailleurs salariés et des entreprises quels que soient leurs tailles et leurs domaines d'activités en vue de préserver

la santé et la vie des travailleurs et réduire les coûts liés aux accidents du travail. Quant à la médecine du Travail c'est une médecine exclusivement préventive : elle a pour objet d'éviter toute altération de la santé, des salariés, du fait de leur travail, notamment en surveillant leur état de santé, les conditions d'hygiène du travail et les risques de contagion.

Aujourd'hui notre pays accorde une grande importance à la santé et à la sécurité des travailleurs. Cela se traduit par une expérience positive dans la promotion du dialogue social, l'amélioration des conditions de travail, et l'évolution des mécanismes d'emploi et de sécurité sociale. Ce constat est partagé par le Directeur général de l'OIT, M. Gilbert.

Lors de sa visite en Algérie, en avril 2024 et au cours de laquelle il s'est entretenu avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale Fayçal Bentaleb, sur les voies et moyens de renforcer la coopération avec cette Agence onusienne, le Directeur général de l'OIT a salué l'expérience pionnière de l'Algérie dans le domaine de la Sécurité sociale et du dialogue social. Il est à rappeler au passage que l'Algérie qui abrite le bureau de l'OIT pour les pays du Maghreb depuis 1967, compte plusieurs programmes de coopération avec ce bureau en Algérie étant considéré comme l'un des pays pionniers en matière de promotion et de la protection sociale, en consécration de l'Etat social fondé sur les valeurs et principes de la justice sociale.

L'Algérie a renforcé, ces dernières années, son niveau d'engagement et de coopération avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), afin de promouvoir le changement social et le travail décent, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de travail de sa population. Cette coopération accrue témoigne de l'engagement de l'Algérie envers ces enjeux essentiels.

Au moment de finaliser cet article nous apprenons par les médias qu'une rencontre bilatérale algéro-chinoise consacrée à la Sécurité sociale vient de se tenir à Alger, entre les responsables des deux pays. Sur demande de la partie chinoise, cette réunion a permis de présenter le modèle algérien, ses mécanismes et ses institutions, dans un objectif d'échange d'expertises.

Le directeur général de la Sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Islam Dahmri, a reçu son homologue chinois Jiang Wei, directeur général adjoint à la Direction générale des Relations internationales au ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale de la République populaire de Chine, en visite de trois jours. Cette visite constitue une opportunité pour renforcer les liens de coopération entre les organismes chargés de la Sécurité sociale des deux pays, et reflète également l'ouverture de l'Algérie sur les expériences internationales et sa volonté constante de s'aligner sur les meilleures pratiques mondiales en matière de sécurité sociale.

**Ex Commandant de port /Directeur de la Capitainerie/ Cadre Dirigeant. Expert maritime agréé près les tribunaux (Non opérationnel).*

Sources:

- **Quotidien d'Oran** du 30 avril 2023 - Rubrique « Evénements : Baisse de 10 % des accidents de travail.
- **Ministère du Travail** -24 janvier 2024 : Parution du profil Algérien sur la santé et la sécurité au travail.
- **Quotidien d'Oran** - 22 avril 2024 : Le ministre du Travail s'entretient avec le D.G de l'OIT.
- **Algérie Presse Service-14 avril 2025 : L'Algérie préside la Commission de l'application des normes internationales du travail lors de la 113^{ème} session de la Conférence internationale du Travail.**
- **Reflexion** -29 juillet 2025 : Rencontre algéro-chinoise pour renforcer la coopération bilatérale.
- **L'Expression**-29 juillet 2025 : Sécurité sociale :Une coopération renforcée entre Alger et Pékin.

Se réinventer pour se préserver

Le présent est un dialogue entre le passé et l'avenir, l'accompli et l'inaccompli. Il réalise ce que de l'accompli le monde autorise comme nouvel accomplissement.

Par Arezki Derguini*

Faut-il avoir honte de soi-même ? Beau coup n'osent pas se tourner vers le passé, il n'ose y chercher l'image d'eux-mêmes, y retrouver leurs racines. De l'humilité ils ne veulent ni ne pourront tirer leur force. Fiers d'eux-mêmes, ils ne voient souvent pas que d'eux-mêmes ils ont honte à travers les autres. Ils les repoussent pour ne pas leur ressembler. Ils ont honte d'eux. Si une bonne partie de l'élite n'avait pas ce défaut, la société s'en porterait mieux.

Ainsi du raciste peut-on dire qu'il se déteste au travers des autres. Pour retourner sa haine de lui-même contre les autres, il se dédouble, dichotomise et hiérarchise. Il dresse un mur entre lui et son double et s'établit en race supérieure.

La force d'une société réside dans sa tradition, la capacité de sa tradition à innover pour se perpétuer. Dans la puissance et l'efficacité de sa mécanique. Dans sa disposition à transformer ses habitudes pour faire sien un monde qui change.

D'un monde dont elle fait l'expérience pour en tirer les avantages et d'où naît l'innovation et se régénère une tradition, sa mécanique. Ses habitudes de penser et de faire sont sa mécanique, sa tradition. La répétition d'une expérience au travers de ses habitudes n'est jamais une répétition à l'identique. La mécanique humaine n'a pas la précision de la machine technique, elle ne cesse pas de s'écarter. Et ouverte sur son environnement elle ne cesse de différer en se répétant. Silencieusement plutôt que bruyamment quand elle ne s'est pas trop longtemps coupée du monde. La différenciation de prendre une certaine pente.

Les habitudes qui fixent l'expérience et ne peuvent plus s'approprier un monde qui change, sont déstabilisées, font souffrir d'inconfort. Elles doivent se transformer pour retrouver une stabilité et redonner du confort. Elles se transforment avec le monde qu'elles s'approprient, un monde plus étendu ou plus limité. Leur rigidité limitera leur appropriation. Comme à l'exemple de l'économie, la rigidité de l'offre empêche l'offre de répondre à la demande. L'augmentation des prix réduira la demande. L'expérience refuse d'abandonner ses habitudes rigides bien que réduisant son monde, elle refuse de quitter la zone de confort qu'elles procurent, comme la vieillesse répugne à sortir de ses habitudes. La société se sclérose alors. En se transformant, par élasticité, rigidité ou mutation, l'expérience se poursuit, s'étend ou se réduit, et la tradition se survit ou dépérit.

Des sociétés choisissent leurs compétitions, leurs combats, d'autres coincées, se les laissent imposer. En vérité, les choses ne sont pas aussi tranchées, on peut toujours choisir, mais elles peuvent être ainsi tranchées. Des champs de compétition s'imposent toujours, ceux qui les dominent tendent toujours à les étendre et les imposer.

On subit ainsi souvent des compétitions que les plus forts imposent. Certaines sociétés s'y soumettront pour accumuler des forces et des armes, d'autres au contraire s'y épuiseront, accroîtront leur dépendance aux forces et armes d'autrui. Les premières verront leurs choix renforcer leur culture. Renforcées par leur culture, leur expérience passée, renforçant leur culture, par les nouvelles expériences accumulées.

La culture est au cœur de la production, si nous entendons par culture la tradition, l'expérience accumulée, qui mêle à la fois culture matérielle et culture non matérielle, savoir-être et savoir-faire. L'amour d'apprendre fait la différence, l'apprentissage, le disciple finit par supplanter le maître.

« Même s'ils s'inspiraient avec enthousiasme des économies développées de l'Occident, de nombreux jeunes Chinois étaient désireux de se tourner vers le meilleur de l'héritage chinois. ... Si elles étaient menées avec rigueur, les études et les recherches sur le passé de la Chine pourraient leur fournir le lest mental et culturel dont ils avaient besoin pour affronter l'avenir. ... la volonté d'apprendre et la capacité de relever de nouveaux défis. ... Il ne s'agit pas seulement d'un pays qui cherche à rattraper son retard, mais aussi d'un pays

qui se prépare à un avenir où la Chine redeviendra un État uni et intégré.

Elle aspire à être forte et prospère, capable de renouveler sa civilisation distinctive, incitant ainsi les gens à la traiter avec respect. »[1]

Les sociétés qui entrent dans des compétitions sans culture propre, oublieuse de leur propre fonds, ignorant leurs habitudes, sont des sociétés prolétariées dont des siècles de colonisation ont fait perdre la mémoire de leur propre expérience du monde, la conscience de leurs habitudes. Les sociétés qui, au lieu de revenir sur leur passé, ont cédé à leur propension de prolétaire faisant faire table rase de leur passé (nous ne sommes rien ...), ne pourront pas transformer leurs faiblesses en forces. Elles ont ignoré que toute force ne peut jaillir que d'une faiblesse en devenir et que dans toute force se cache une faiblesse en devenir. Elles n'ont pas cherché le contexte nécessaire à la transformation, à la déprolétariation. Elles ont accepté le contexte de leur faiblesse, l'amour de soi et d'apprendre leur a fait défaut. Leur propension à consommer ne s'est pas transformée en propension à produire, leur propension à imiter ne s'est pas transformée en propension à innover.

LE COMBAT, LE COMBATTANT ET LES ARMES

C'est dans le combat que se définit le combat tant et les armes du combat. C'est dans le cours des choses que se définit le combat. Le combattant est bien disposé, bien armé lorsqu'il emporte le combat qu'il a engagé, mais aussi lorsqu'il l'évite pour ne pas perdre de forces et les accumuler au lieu de les dissiper. La lutte de libération nationale a produit ses combattants et ses armes dans le cours de la décolonisation. Une certaine expérience du monde a gagné l'expérience sociale.

Il faut bien voir que l'expérience sociale est disputée par des expériences du monde. Celles-ci la renforcent, la complètent ou la refoulent. De ne pas penser la complémentarité des expériences du monde et de l'expérience sociale expose à la dispersion. Le combat de la décolonisation économique et culturelle pour ce qui concerne les sociétés postcoloniales se cherche encore, il cherche ses combattants et ses armes. Ces sociétés ne se sont pas affranchies de l'hégémonie culturelle occidentale. Elles ne peuvent penser leur propre expérience. Elles se sont réapproprié une langue, mais pas une pensée. Elles ne pensent pas dans la langue, leur propre langue et celles dont elles héritent, elles parlent leur langue, des langues, mais elles sont pensées par une langue qui n'est pas la leur. Leur langue ne restitue pas une profonde expérience sociale, elle est colonisée par une façon de penser qui ne féconde pas leur expérience.

La culture occidentale dichotomise, elle sépare le corps de l'esprit, comme elle sépare la société de la nature. Elle loge l'esprit dans le cerveau. Elle cultive les « têtes bien faites ». Pour d'autres cultures, l'esprit loge dans le corps, ses sens, le cœur. Le savoir-faire n'est pas séparé du bien faire, du savoir-être. Sous l'hégémonie culturelle occidentale, les sociétés postcoloniales ont perdu leur esprit qu'elles ont accepté de rejeter par la grâce occidentale. Elles l'ont délogé de leur corps pour que l'Occident s'en empare. Elles ne savent plus penser par elles-mêmes, elles pensent dans les pas et les termes des sociétés hégémoniques. Le combat de la décolonisation culturelle est au départ mal engagé. Ce ne sont pas les têtes mal faites qui font le sous-développement, ce sont les cœurs qui n'ont plus leur sens et se sont égarés dans la consommation. Les froides têtes bien faites se sont autorisées et s'autoriseront à effectuer des massacres à grande échelle au nom d'un esprit éthéré.

Le combattant d'aujourd'hui ne peut pas être celui d'hier, seulement celui qui en procède, sauf à rester enfermé dans le même combat. Le nouveau combat a besoin de nouveaux combattants et de nouvelles armes, mais ce nouveau combat doit tenir de l'ancien, à condition que l'ancien tienne lui-même de plus ancien que lui-même. Autrement dit, que l'ancien combat retrouve sa place dans l'expérience sociale, car s'il en a émergé, il n'y est pas nécessairement retourné, vu le nouveau combat qu'il s'est fixé (« le développement ») et qui n'a pas manqué de le déporter. La nouvelle expérience déportant la précédente aggrave le déracinement. Il faut replonger dans sa culture, l'étude de ses forces et de ses faiblesses, étudier les expériences du monde qui peuvent les transformer.

Une force dans un contexte peut se transformer en faiblesse dans un autre contexte. Les habitudes se fixent dans un contexte et peuvent ne plus être adaptées à un nouveau contexte. Leur force d'inertie peut les transformer en faiblesse. Ce n'est qu'en reconnaissant leur faiblesse et en se donnant un nouveau contexte qu'elles peuvent se reprendre pour se constituer en force.

«BUILDING THE WEAPONS TO FIT THE FIGHT»

Certaines sociétés seront disposées à inventer les armes de leur combat inédit, d'autres à accepter le combat de leurs anciennes armes et des armes à leur disposition. Les premières verront les combattants et leurs armes se définir dans leur combat. Le combat définissant le combattant et ses armes. Les secondes verront les armes définir le combattant et son combat. La tendance à définir le combat en fonction des armes du combat est inscrite dans le rapport de domination des producteurs d'armes. Alors qu'il faudrait faire l'inverse, définir les armes en fonction du combat, définir le combat que l'on doit emporter pour produire les armes qui le permettront. Dans la réalité, c'est le combat mal défini qui permet à la première tendance de s'imposer, aux armes d'imposer le combat. On aura compris ici que les habitudes sont les premières armes du combattant. « Ces deux phrases, « mener le combat qui convient à ses armes » et « construire les armes adaptées au combat », illustrent clairement la démarcation entre la guerre traditionnelle et la guerre future, et soulignent la relation entre armes et tactiques dans les deux types de guerres. La première reflète l'adaptation involontaire ou passive du rapport de l'homme aux armes et aux tactiques en temps de guerre, qui se produit dans des conditions naturelles, tandis que la seconde suggère le choix conscient ou actif que font les individus face à la même proposition lorsqu'ils accèdent à un état de liberté. » [2]

« Dans l'histoire de la guerre, la règle générale tacite à laquelle les hommes ont toujours adhéré est de « mener le combat qui convient à leurs armes ». Très souvent, ce n'est qu'après avoir possédé une arme que l'on commence à élaborer des tactiques adaptées. Avec l'arrivée des armes en premier, suivie des tactiques, l'évolution des armes exerce un effet contraignant décisif sur l'évolution des tactiques. ... C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles une révolution des armes précède systématiquement une révolution militaire. »[3]

On cède à la facilité, les armes disponibles épargnent de l'effort de penser le combat que l'on peut et doit emporter et ses armes qu'il faut inventer. On s'installe dans la paix et le confort de ses habitudes. Des habitudes dont on ne pense plus l'origine et pas l'avenir. On ignore les nouveaux visages de la guerre et on se déshabitude du combat. On installe sa société dans la paix, on désarme ses combattants. Le développement n'est pas une guerre contre le sous-développement, la notion de guerre restant attachée au combat militaire. Et pourtant la guerre de la pauvreté et de la misère contre la société est sans pitié. Elle culmine dans des guerres civiles et militaires.

Ne pas produire ses armes, c'est ne pas produire son combat, c'est accepter de livrer des combats qui ne sont pas les siens. C'est accepter le monopole des producteurs d'armes, c'est accepter de consommer des armes que d'autres produisent, c'est accepter le combat que ces armes imposent. Regardez les USA, l'Europe et l'Ukraine. Ces armes imposeront des combats de second rang. Construire les armes adaptées à son combat, c'est construire un champ de bataille où l'on peut emporter le combat. Le combat qu'il nous faut mener est le combat contre le danger qui nous menace. La fragmentation est le danger qui menace les sociétés qui ne veulent pas se soumettre aux besoins des puissances dominantes en déclin. Quand ce n'est pas la destruction pure. Mais combattre la fragmentation, ce n'est pas éradiquer des éléments de la fragmentation, c'est s'attaquer au processus, c'est remettre la société dans le cours du monde, car c'est le cours du monde qui fragmente les sociétés.

Nous importons nos armes et espérons être les mieux armés pour emporter des combats alors que nous ne sommes bien armés que pour emporter les combats que les armes pourront nous autoriser. Il y a des producteurs d'armes qui ont besoin de consommateurs pour financer leur production et leur recherche-développement. Il faudra toujours des champs de bataille pour éprouver des armes, une domination, et financer une industrie. Des combattants et des armes juxtaposés ne peuvent emporter un combat. Un combat victorieux est un combat précis, des combattants précis et des armes précises où le combattant, son arme et le combat ne font qu'un.

On ne remporte pas un combat avec les armes de l'adversaire si l'on n'a pas ses propres armes. Le combat de libération a emprunté des armes au colonisateur, mais ce ne sont pas elles qui ont décidé de l'issue du combat.

Nous importons nos armes, comme nous im-

portons nos institutions et catégories de pensée. Ainsi de nos institutions civiles et militaires, de la catégorie de la guerre et de nos différentes abstractions. Nous prenons les choses de la manière dans laquelle les autres continueront de nos précéder, de nous instruire.

De nos importations nous n'innovons pas, de ce fait, nous ne pouvons que mal sous-traiter. Nous adaptons leur production à notre consommation que nous avons séparée de notre production. Nous consommons pour consommer. Nous oublions ce pourquoi nous importons, la performance que nous attendons. Nous traitons nos importations par ce que nous croyons être notre manière, toujours en dessous de la performance prétendue. Une manière que l'on refuse d'interroger. Innover, c'est penser autrement, c'est imiter pour différer au-delà de l'imitation et non en deçà.

C'est performer ses habitudes. Être souverain, c'est être le sujet de ses habitudes et non leur objet. Nous importons nos armes et espérons être les mieux armés parce que nous espérons de nos richesses acheter les armes les plus chères. Mais de quoi et de qui tenons-nous nos richesses ? Nous hypothéquons en fait l'avenir et sacrifices ainsi la jeunesse sur la foi de laquelle nous comptons.

Nous avons appris à mal consommer, le consommateur ne s'est pas préoccupé de sa consommation productive. Nous nous sommes laissés submerger par la production du monde. Nous avons échoué à la contenir par une politique d'import-substitution. Nous en sommes réduits à négocier nos marchés de consommation. Nous nageons dans cette production de consommation.

Le capital est l'arme de la compétition économique. Un produit quelconque peut être une arme, on parle de technologie duale. En fait tout produit est un capital, une arme.

La dualité tient de la séparation des champs du militaire et du civil. Les produits circulent entre les champs et se transforment de produits civils en armes, des téléphones se transforment en espions ou en explosifs. Leur usage construit ou détruit une production. Le produit que nous consommons est une arme qui nous affaiblit et nous renforce, qui nous affaiblit plus qu'elle nous renforce ou nous renforce plus qu'elle nous affaiblit.

Tout produit est un poison et un remède. Le produit chinois a soutenu la consommation de masse américaine tant que l'économie américaine restait la plus innovatrice. Il l'a affaiblie dès que le produit chinois disputait à l'économie américaine l'innovation.

DISCONTINUITÉS DE L'EXPÉRIENCE SOCIALE

Deux discontinuités de l'expérience sociale minent la cohésion de la société. On peut parler de discontinuité institutionnelle. La première concerne la production, le mouvement d'abstraction du travail et la seconde le « marché », la libération sociale. La formation nationale à son émergence mondiale a été associée à la formation de classes. Ce sont les classes sociales qui ont unifié l'espace social, l'espace des positions et des dispositions sociales. Tout l'espace social a été couvert par la différenciation de classes.

Cette formation de classes remonte à la division fondamentale de la société entre guerriers et paysans, guerriers propriétaires et paysans sans terres. L'arme était la force, le capital ; elle soumettait humains et non-humains. La subsistance de la petite propriété est marginale, son intégration à la société de classes s'effectuera par le marché dominé par les grands propriétaires. Elle représente quelque chose comme le travail à domicile au temps des premières manufactures capitalistes. De la société féodale et sa tripartition (ceux qui portent les armes, ceux qui prient et ceux qui travaillent), on est passé à la société capitaliste où ceux qui prient ont été remplacés par ceux qui savent, la Science ayant pris la place de l'Église. Le capital est devenu l'arme, la société s'est simplifiée pour mieux se complexifier : prolétaires sans capitaux et propriétaires de capitaux. La propriété : l'héritage précolonial et colonial. À l'indépendance politique, le modèle social de classes hérité des sociétés européennes est récusé par l'adoption du socialisme, mais plus fondamentalement par la société par défaut d'alternatives à la société de classes.

La différenciation de classes, projet avorté de la société coloniale[4], ne sera pas la dynamique sociale adoptée, mais la société ne se donnera pas sa propre dynamique de différenciation.

Suite en page 8

* Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

Se réinventer pour se préserver

Suite de la page 7

On aura une propriété publique et une indifférenciation sociale relative ou plus exactement une différenciation sociale autour de l'accès à cette propriété publique. Avec l'échec socialiste, le libéralisme ne triomphe pas, mais un nouveau modèle social n'émerge pas non plus. Une privatisation rampante de la propriété publique succède aux nationalisations de la propriété. Persiste, malgré la nouvelle différenciation sociale, comme le tabou de la propriété privée exclusive, apparentée à l'expropriation coloniale. La propriété privée exclusive s'apparentera à du vol, plus ou moins légitime, de la propriété publique. D'où les campagnes contre la corruption à chaque alternance de pouvoir. Si des ruines de la propriété tribale n'a pas émergé une propriété privée exclusive du fait de l'échec de la colonisation, puis du fait du rejet d'une propriété privée qui se substituerait à la propriété coloniale, il ne s'en est pas suivi pour autant une appropriation privée légitime de la propriété publique pour se transformer en propriété formelle. Une propriété privée comme résultat d'une appropriation efficace et non parasitaire de la propriété publique n'a pas été retenue comme objectif politique. Une appropriation privée de la propriété collective par la force ayant été combattue par la guerre de libération, une appropriation privée de la propriété publique par le travail n'a pas pris le relais. On est comme en présence d'une dynamique sociale contrariée.

De la société libérale nous devons apprendre qu'acheter un produit c'est valider un travail. La liberté d'échanger qui validera un travail étranger ne fera pas une société libérale. Mais il faut aussi noter que cette validation ne peut pas être arbitrairement attribuée, elle est attribuée au travail en mesure de se défendre parmi les travaux qui lui disputent la place sur le marché. Et comme le marché domestique ne peut plus être simplement domestique, ce travail doit se mesurer au travail mondial. Le rapport qualité-prix du travail, comme on le dit du produit, est donc décisif. La compétition sociale doit être dans la compétition mondiale.

L'histoire qui marque l'inconscient collectif a rendu impossible une société de classes en Algérie, celle-ci a laissé passer sa chance avec la colonisation. Il n'y a pas eu ici d'aristocratie étrangère pour se transformer en classe dominante. Les colons auront des descendants indigènes, il y aura des féodaux qui s'ignorent plus ou moins, mais pas de féodalité dont pourrait naître un capitalisme. Le privé ne viendra pas à bout du collectif, les « enclosures » ne viendront pas à bout de la propriété collective, comme ce fut le cas en Europe. Les rapports entre le collectif, le public et le privé en Algérie demandent d'être autrement pensés. Pour l'heure ils sont dans la confusion dont certains s'efforcent de profiter, mais pas pour l'éternité.

IL FAUT DONNER UN CORPS À LA SOCIÉTÉ, UN CŒUR

Il faut redonner une certaine cohérence aux formes de propriété privée, collective et publique. C'est le travail qui légitime la propriété, mais c'est la conquête qui a été à son origine. En Algérie ce ne sera pas la conquête. Au départ la société n'est pas séparée de la propriété, la propriété collective alors domine. En Angleterre, le mouvement des enclosures met fin à l'appropriation collective[5]. Dans les hautes plaines de l'Est algérien, le forage (la motopompe), les arbres et le maraîchage rompent la complémentarité de la céréaliculture et de l'élevage. Les enclosures émergent. Avec le mouvement d'abstraction et de différenciation du travail, la propriété se scinde. La propriété collective s'engage dans un processus de privatisation légitime résultant d'une appropriation productive différenciée à laquelle se soumet le milieu social.

À l'indépendance, la propriété coloniale n'a pas été restituée à la société, à la propriété collective. Elle n'est pas laissée à l'appropriation privée marchande et non marchande. Il ne se constitue pas de fiefs, la terre est officiellement interdite de vente. Elle devient propriété publique sans que ne soient envisagés les termes d'une réappropriation sociale collective et privée. L'État ne veillera pas à établir une propriété des collectivités sur les ruines de la propriété tribale ni ne visera à établir une privatisation de la propriété publique, qu'elle soit de nature exclusive ou non exclusive, comme instrument de la politique du développement et administration de la compétition sociale. La forme de propriété privée n'émergera pas des formes de la production et du mouvement d'abstraction du travail. La propriété publique ne sera pas l'objet d'une appropriation privée légale fondée sur le travail.

Elle restera l'objet d'une appropriation informelle par la compétition sociale qui aura parfois l'expatriation comme exutoire. L'urbanisation accélérée montre l'étendue de l'appropriation privée informelle des terres, elle montre l'incapacité de la puissance publique à réguler la compétition sociale de manière formelle et économique. Font défaut à la compétition sociale les normes d'une appropriation légitime et d'une compétition performante.

L'Etat, les collectivités et l'individu doivent conjuguer leurs efforts si l'on veut donner quelque cohérence à la dynamique globale. Ce n'est que quand la propriété sera simultanément animée par le sens de la propriété publique, de la propriété collective et de la propriété privée non exclusive que leurs efforts seront congruents et complémentaires. L'individu doit se sentir membre d'une collectivité et la collectivité membre d'une société. Autrement dit, il faut remettre de la société et du collectif dans l'individu et inversement.

Ce n'est que lorsque ce qui m'appartient appartient aussi à ma « tribu » et à ma société, et inversement, sans que la confusion ne soit la règle, que se développera une dynamique sociale d'accumulation, que la société se donnera un corps articulé, pourra battre d'un seul cœur. La propriété privée doit être ancrée dans la propriété collective et plus largement dans la propriété sociale. Seul un tel ancrage peut retenir sa délocalisation. Un tel ancrage passe par le marché.

Ce que tu produis t'appartient, mais m'appartient aussi, parce que je l'achète, le consomme et produis avec. Tu ne décides donc pas de ta production, nous (toi producteur et moi consommateur producteur de force de travail ou d'autre chose) décidons de ta production, de ton importation parce que nous (autres) la validons en l'achetant. Nous ne sommes pas étrangers l'un à l'autre, nous sommes l'un dans l'autre.

La production est consommation et la consommation est production. Le marché est une délibération collective dont l'équipement seul fait la différence avec la délibération collective ordinaire. La Bourse peut être un des lieux de la délibération marchande. La dichotomie de la production et de l'échange a mis en échec le socialisme.

Du fait de la colonisation, la propriété publique est la base de départ, mais il faut se rappeler qu'elle a été déracinée de la propriété sociale (par la propriété coloniale) et doit se réenraciner dans une propriété collective (anciennement dominante) pour qu'une propriété privée puisse fleurir et servir la société. Il faut remettre de l'appropriation collective dans la propriété publique et de l'appropriation privée dans la propriété collective.

Mais aussi de l'appropriation collective et publique dans la propriété privée. Une généalogie de la propriété doit être établie pour qu'une traçabilité soit possible sans laquelle un État de droit manquerait de soubassement fiscal. L'appropriation collective est désormais essentiellement marchande, économique plutôt que juridique. Nous pouvons être des propriétaires privés en droit, mais nous restons pratiquement des propriétaires collectifs dans nos transactions : nous nous validons mutuellement les travaux.

L'APPROPRIATION DE SOI

Cette question de l'appropriation et de la propriété ne concerne pas seulement la production matérielle, elle concerne aussi la production immatérielle. À l'ère de la quatrième révolution industrielle, on ne peut plus éviter de se poser la question : pouvons-nous accepter d'être mieux connus que nous nous connaissons nous-mêmes ? Avec la masse de données que nous fabriquons sur nous-mêmes, les armées d'analystes et les machines dont nous ne disposons pas et dont d'autres disposent, d'autres que nous nous connaîtront mieux que nous pourrions nous connaître nous-mêmes. L'individu ne se connaît vraiment qu'à travers des autres. Qui a dit que l'on ne peut pas croire ce que dit une société ou une époque d'elle-même ? Les entreprises globales tendent à s'approprier nos faits au travers de machines dont ils ont confectionné les programmes, pour fabriquer une conscience de nous-mêmes que nous ne pourrions pas leur disputer, qu'ils s'efforceraient de gouverner. Ce avec quoi pense et agit l'individu relève du conscient, du volontaire et de l'inconscient, de l'involontaire, du machinal. Si des machines techniques s'approprient nos habitudes et fabriquent notre confort, nous pouvons leur déléguer notre mémoire, leur laisser la gestion de nos habitudes. En tant qu'individus automates nous ne pourrions plus nous passer de ces mémoires extérieures tant il nous plaît d'épargner à nos corps la mémorisation de nos faits et gestes.

Mais en tant que collectifs nous ne pouvons pas accepter de n'avoir d'existence que celle qui nous est proposée par ces machines : voici ce que vous



êtes et ce que vous pouvez être ! Nos réseaux sociaux ne doivent pas se résumer à ceux électroniques, ces derniers ne doivent pas prendre en charge nos vies intérieures, nous en fabriquer une. Ils doivent être produits à leur place. Il y a donc dans nos expériences ce qui doit rester tacite, autrement dit ce qui doit relever d'une mémoire collective non explicite, inscrite à même nos corps, une mémoire interne, gestuelle et allusive. Nos corps parlent, leurs traces disent et sont enregistrées, ils ne peuvent rester muets, ils échangent, mais ils peuvent ne pas tout dire de ce que fait ce qui s'échange. Entre ce qui est dit, verbalement ou autrement, et ce qui se fait, s'interposent une culture et un contexte, un codage. Accéder aux codes d'une société c'est accéder à sa gouvernance. Une société sans code est destinée à la dispersion.

LA DOUBLE CIRCULATION

Comme il a été dit à propos de l'économie et de son double circuit de circulation des marchandises, il doit y avoir chez le groupe et l'individu un double circuit de l'information, une stratégie de double circulation, de sorte que le circuit domestique puisse préserver son autonomie et contrôler le circuit extérieur. Ce que partagent les individus d'un groupe entre eux, des groupes entre eux d'un côté et ce que l'on partage avec le reste du monde, d'un autre doit être distinct. La double circulation protège de la colonisabilité.

La performance d'une économie dépend largement de ce que le circuit domestique apporte au circuit international et en emporte. Quand on pense à la productivité chinoise, on voit ce que le circuit domestique local (sa mécanique) apporte au secteur global international. Quand on pense au transfert de technologie, on peut voir ce qu'il (ce que sa mécanique) prend au circuit international.

La supériorité du procès de travail chinois tranche par ce qu'il apporte sa part tacite. Il faut comprendre par la part tacite, ce qui est compris sans être explicité et transcrit objectivement dans le procès de travail et le circuit extérieur de circulation. Il y a ce qui passe dans le groupe et ne passe pas dans ce qui en est transcrit dans le procès de travail. Il y a ce qui est mécanique et ce qui ne l'est

pas, l'énergie, la vision. Diffère ce qui est compris dans le circuit domestique et ce qui en est transcrit dans le circuit extérieur.

Ce qui est transcrit dans le circuit extérieur étant compris dans le circuit intérieur, mais ne comprenant pas entièrement ce qui circule dans le circuit intérieur. Il ne faut cependant pas voir à la manière occidentale un rapport d'extériorité entre les deux secteurs, mais d'intériorité, à la manière de penser chinoise. Le secteur domestique enveloppe (sans en avoir l'air ou explicitement) et est au centre du secteur extérieur. Il y a le corps mécanique, le cœur croyant et l'esprit clair.

En Chine, cela est facilité par la dualité des langues parlées et de la langue écrite : les langues parlées « parlent » la langue écrite, mais la langue écrite ne « parle » pas, ne transcrit pas les langues parlées. Ce qui circule localement comprend ce qui circule globalement et ce qui circule globalement ne comprend que partiellement ce qui circule localement.

On peut de ce point de vue considérer la société comme un corps pensant, et le fonctionnement comme celui d'une machine dont le cerveau (les sens) échappe au contrôle extérieur, d'un corps dont les sens débordent la machine technique. La différence entre les sociétés est dans la qualité de ces sens qui débordent ou pas la machine technique, dans ce cerveau, développé ou rudimentaire. Sans un partage, une appropriation collective de nos expériences que ne fragmenteraient pas les machines, une mémoire collective de ces expériences ne peut pas exister. L'existence de cette mémoire suppose un territoire et un sens commun prévalent où le privé, le collectif et le public sont l'un dans l'autre se différenciant. Chacun se formant à partir des deux autres.

A suivre
Arezki Derguini

Notes

- 1- Wang Gungwu (2019). *China Reconnects: Joining a Deep-rooted Past to a New World Order*. Singapore.
 - 2- Xiangsui Wang et Qiao Liang. *Unrestricted Warfare : China's Master Plan to Destroy America*. 1999. Traduction française : *La Guerre hors limites. La guerre et réflexion sur l'art de la guerre à l'époque de la mondialisation*. Payot. Rivages. 2006.
 - 3- Ibid.
 - 4- Les communistes qui ont forgé la notion de nation en formation en appelaient à la classe ouvrière de la société de classes. Tout se passe comme si pour abolir la société de classes, il fallait d'abord la créer.
- [5] <https://fr.wikipedia.org/wiki/Enclosure>

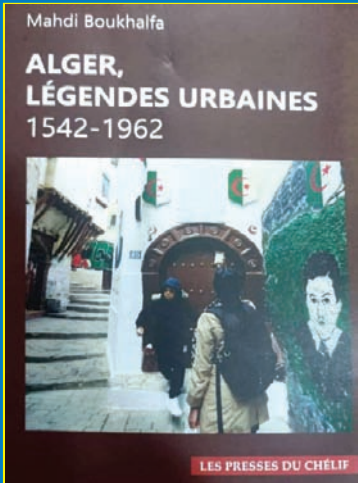
Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

MYSTÈRES D'ALGER



**Alger, légendes urbaines.
1542-1962.**



**Essai de Mahdi Boukhalfa.
Les Presses du Chélif, Chlef,
2025, 214 pages, 1.200 dinars**

On sent qu'Alger en général et la Casbah et Bab El Oued font partie de son Adn. Tellement qu'il nous paraît inconcevable de le voir écrire sur d'autres cités. Heureusement que journaliste, grand reporter au long cours, on sent qu'il saura y faire.

Il est vrai que la Mahroussa est une ville belle et rebelle ayant combattu les armées les plus puissantes, celles de Charles Quint, d'O'Reilly, de Bourmont, des paras de Bigear et de Massu..., une longue histoire que l'on trouve rarement racontée, de manière attractive, dans les manuels scolaires. Celle intime, celle des « légendes urbaines ».

Le livre de Mahdi Boukhalfa pallie au manque en remontant le temps et en revisitant des moments et des héros ayant marqué l'imaginaire populaire algérois, aujourd'hui encore.

Les Saints d'Alger et Ouali Dada contre Charles Quint, Baba Merzoug et l'épopée d'un « medfaa » de 12 tonnes et à portée de 4.872 mètres (actuellement en « otage » en France), les 800 corsaires d'Algérie, le retour des Espagnols, Baba Hassen, Bonaparte, Bacri-Busnach et le blé algérien impayé, l'espion Boutin qui a « préparé » l'invasion du pays, le légendaire Rais Hamidou (1770-1815), enfant d'Alger 100%, la « milieu » algérois et la Révolution, Ali la Pointe et ses camarades, sans oublier, hélas, les moments terribles, douloureux et de terreur urbaine (plus de 1.000 morts) le 10 novembre 2001 avec l'inondation qui avait ravagé Bab El Oued et l'inévitable du marché « El Cantera » qui avait rouvert en février 2024, après quatre années de travaux. **L'Auteur :** Né en 1955 à Alger, socio-urbaniste de formation, journaliste depuis fé-

vrier 1983 (à l'APS où il fut chef de bureau à Bordj Bou Arréridj, puis à Blida puis à Rabat, puis Horizons, El Moudjahid, Le Quotidien d'Oran, Maghreb emergent.info). Auteur de plusieurs ouvrages dont « Mama Binette, naufragée en Barbarie », « Pavillon Covid 19 (sept jours en enfer) » « la Révolution du 22 février », « Makhzen », « Le Maroc et nous », « MC Alger... » Prix Savoir de la 10^e JDMF à Paris pour « Bab El Oued » (et ses mille et une vies cachées).

Extraits : «Vers 1530, presque toutes les nations d'Europe étaient en guerre contre la Régence. Mais, ne pouvant la soumettre, grâce à sa marine et ses plus de 800 corsaires (...) beaucoup de pays européens en étaient réduits à payer le droit de passage ou de transit en Méditerranée » (p11). « Le 14 juin 1830, Alger est attaquée en traître (...). Comme pour la chute de Grenade, un peu plus de quatre siècles auparavant, il n'y aura pas de secours à attendre de la Sublime Porte. A Constantinople, la parenthèse de trois siècles de la Régence d'Alger s'est soldée avec pertes et profits. Sans même des protestations d'usage » (p 93). « S'installer à la Casbah (note : durant l'époque coloniale), c'est avoir une seconde chance dans la vie, une vie plus décente que celle réservée aux Algériens dans les villes et les villages où les colons faisaient la loi » (p145). « Comme elle est fausse, cette image d'Epinal que les gens se font de la vieille médina d'Alger : en fait (note : durant la période coloniale), il y avait des bandits, des malfrats, des truands, des voleurs, des assassins et des gens peu recommandables : certains prenant la vieille ville comme refuge pour échapper à la police, d'autres comme terrain d'opérations délictueuses, louches » (p148).

Avis Un récit plein de vie d'un monde (algérois) qui n'a pas totalement disparu. De l'Histoire très « vivante ».

Citations : «Ah, les socialistes français !» (p 40). «Il est tout à fait étonnant, dès lors que l'on qualifie de pirates et de forbans les marins algériens, alors que les puissances européennes, non seulement encourageaient la flibuste et les corsaires, mais les engageaient même à travailler parfois pour la couronne britannique, une autre fois pour la monarchie française» (p 112). «A Bab El Oued, on aime donner, on aime partager ; on aime ceux qui nous aiment» (p191). «Bab El Oued, c'est un concentré de l'Algérie à toutes les époques du pays : il y a de tout, du moins bon et du mauvais. Mais, sa particularité est qu'il s'agit d'un quartier, en fait une vraie ville, qui dispose de tout ce que les autres quartiers de la capitale n'ont pas» (p204).

cas, bonne presse et large public. Peut-être la génération des quinquas et plus, très portée sur la chose, celle-ci étant courante et très prise dans les années 60-70. Yasmina Khadra, s'y était même essayé, avec son « Dingue au bistouri ». Il est vrai que le cinéma (ya hasra ya zman !) était là pour « booster » la lecture des polars. Par la suite, à partir des années 80, la télévision, avec ses séries, l'a, en quelque sorte, tuée. Spécialiste du cinéma, l'auteur a posé une intrigue originale dans un Alger du début des années 2000, sombre, au ciel orageux et aux inondations meurtrières. Décor : une série de meurtres que le commissaire Pacha et son adjoint (le narrateur) vont devoir résoudre avec l'aide, bien sûr, d'une policière « bomba » et d'un médecin légiste déjanté (...). Affaire complexe. Alger cosmopolite des années 60 et 70. Souvenirs, souvenirs !

Avis La sauce a pris et le plat est succulent. A déguster sans modération comme tous les bons polars. Du mesfouf comme l'aime le commissaire Pacha. (...)

Phrase à méditer : il n'y en a presque pas, l'auteur étant peu philosophe se contentant, comme tout vrai et bon journaliste, de bien décrire des situations. Si, malgré tout, une : « Lakhdar Benkhoulouf avait élevé ses enfants dans le culte de l'humilité, leur recommandant de ne jamais se considérer comme des êtres supérieurs, mais des hommes et des femmes égaux à leurs semblables. Une fois morts, ils ne seraient plus que des crânes difficiles à identifier ».

Ain El Fouara, témoin d'une mémoire engloutie

Aujourd'hui encore, la fontaine est là, immobile et apaisante. On l'accuse pourtant de tous les maux, on appelle à sa destruction ou à son déplacement, comme si elle incarnait à elle seule la débauche. Devenue le centre d'une violence récurrente, elle demeure un mystère qui attire et qui fascine.

Par Toufik Hedna

Si certains y projettent des croyances ou des superstitions, c'est que l'humain entretient avec ses symboles un rapport ambivalent. Ce qu'il a admiré un jour, il peut le briser une génération plus tard, au gré des époques, des modes sociales ou des croyances.

LES CRISES ICONOCLASTES

La mutilation des œuvres d'art n'est ni propre à l'Algérie ni à notre époque. Depuis toujours, l'humanité oscille entre fascination et destruction devant ce qu'elle ne comprend pas, et ce qu'elle refuse de voir. Aujourd'hui, nous vivons une nouvelle vague de destruction symbolique, écho lointain des grandes campagnes de profanation qui ont jalonné l'histoire.

On dénombre des milliers de gestes de destruction, volontaires ou accidentels, nés du péché de moralité, de la superstition ou d'un excès de zèle. Du baiser maladroite déposé sur la Joconde aux attaques contre des fresques espagnoles, jusqu'aux dynamitages des statues bouddhiques géantes de Bâmiyân par les talibans, l'art a toujours payé le prix de nos peurs et de nos certitudes. Ici même, sur cette terre qui fut la Numidie, le Ve siècle connut une vague de destructions systématiques. Les statues antiques, jugées « païennes », furent massacrées au nom d'une nouvelle orthodoxie chrétienne. On arrachait les bras, on brisait les visages, on coupait les pieds / : tout ce qui offensaient le regard d'un pouvoir religieux devenu dominateur. À Rome, comme dans les plaines numides, les statues étaient si nombreuses qu'on finit par les enterrer, pour faire disparaître jusqu'à la trace de ce passé jugé dérangeant.

Ce que nous vivons aujourd'hui n'est qu'une répétition. Une réplique moderne d'un radicalisme ancien. Ses racines plongent dans l'histoire longue de l'intolérance, là où l'art devient une cible dès qu'il dérange ceux qui ne savent ni lire les formes, ni entendre les silences.

LA FONTAINE QUI DEVAIT NAÎTRE

À la fin du XIX^e siècle, Sétif ne pouvait plus se contenter de sa vieille fontaine, dont l'état de ruine ne faisait plus illusion. / La municipalité décida alors d'équiper la ville d'une fontaine moderne qui ne soit pas seulement fonctionnelle, mais également une œuvre d'art. Le conseil municipal vota cette décision en 1895-1896, sous l'impulsion du maire Charles Aubry, médecin militaire de formation. Dans une Algérie coloniale où la ville européenne devait afficher son ordre, son hygiène et sa modernité, l'eau et l'art allaient de pair.

Aubry entreprit même un voyage à Paris, jusqu'aux Beaux-Arts, pour trouver l'artiste capable de donner à Sétif son emblème. Son choix se porta sur Francis de Saint Vidal, sculpteur parisien déjà remarqué lors de l'Exposition universelle de 1889 avec sa Fontaine des Cinq Continents, exposée au pied de la Tour Eiffel.

Cette première grande œuvre aurait pu consacrer la carrière de Francis de Saint Vidal. Dans l'esprit du sculpteur et de nombreux puristes des Beaux-Arts, l'œuvre d'art devait survivre à tout. La tour Eiffel, elle, n'était qu'un caprice de métal promis à disparaître après l'Exposition universelle.

L'histoire en décida autrement. La modernité triompha du marbre académique. Gustave Eiffel obtint la prolongation de sa concession et transforma sa tour en symbole national et scientifique. La tour Eiffel resta. La fontaine des Cinq Continents disparut.

On imagine la déception de Francis de Saint Vidal face à l'effacement de son œuvre majeure. Lui, qui ne laissait derrière lui que quelques sculptures mineures, voyait s'évanouir ce qui devait être le sommet de son art. L'opportunité offerte par la ville de Sétif devint pour Francis de Saint Vidal une revanche silencieuse. Il y trouva le terrain idéal pour affirmer son art et réaliser une fontaine monumentale, pérenne et visible, capable de résister aux caprices du goût et à la domination du métal. Sa nymphe en marbre blanc, future Ain El Fouara, incarnerait à la fois la grâce classique et le désir d'éternité d'un sculpteur dont la première grande œuvre avait sombré dans l'oubli.

LA RENCONTRE D'ARTISTES

La Fontaine romaine est née d'une rencontre à distance entre deux artistes aux visions différentes, que le destin n'a jamais réunies.

Francis de Saint Vidal, sculpteur parisien, s'inspire des nymphes antiques de l'univers d'Homère / : naïades et figures de source, corps idéalisés héritiers de l'esthétique gréco-romaine et du romantisme français. Il condense cet imaginaire dans le marbre en une seule figure / : une Castalie qui domine Ain El Fouara. Eldin, architecte local et enfant de Sétif, imagine la

naissance de l'eau et le bain de Vénus, d'où les quatre coquilles de Saint-Jacques qui ornent la fontaine. Il conçoit un socle de granit solide et fonctionnel / : quatre bouches y projettent l'eau dans les coquilles, avant qu'elle ne se déverse dans le grand bassin destiné aux bêtes de somme. Francione, l'entrepreneur, en assure la réalisation. Ces deux visions, l'une poétique, l'autre utilitaire et symbolique, se répondent sans jamais s'être rencontrées. La grâce éternelle du marbre dialogue avec la force enracinée du granit. L'œuvre de Saint Vidal voyage seule jusqu'à Sétif. L'artiste n'y a jamais mis les pieds et il s'éteindra en France, à peine deux ans après l'inauguration de la fontaine.

LE MYSTÈRE AÏN EL FOUARA

Parfois, il suffit de s'arrêter, de boire à Ain El Fouara, de lever la tête. Prendre du recul, se détacher de la foule qui s'agite et simplement observer. Les Sétifiens disent alors « / Deneg / » / : contempler dans le détail, laisser son regard s'attarder sur chaque forme, comme pour dialoguer avec la pierre.

Pas seulement la nudité qui choque certains ou amuse d'autres. Regarder ce que Francis de Saint Vidal a accompli / : un corps qui devient langage, une posture qui est une intention, un visage qui dialogue avec la lumière. C'est là que commence la véritable perception artistique. La nymphe de Saint Vidal se tient dans une pose pudique et naturelle. Son corps nu se protège derrière la légère flexion d'une jambe, comme pour cacher son intimité au regard de la ville. Son équilibre sur la roche est parfait, donnant l'impression qu'elle dialogue avec la source. Ses cheveux longs glissent sur ses épaules et accompagnent la souplesse de la posture. Son visage jeune et candide lui donne une innocence fragile. Son regard hagard et lointain, tourné vers l'Est, suit le soleil levant, comme un appel silencieux à la lumière et à la vie. Dans ses mains, les amphores symbolisent l'eau offerte, la vie partagée, l'hommage discret des sources à l'humanité.

LE RÉCIT CACHÉ DES EMPIRES ENGLOUTIS /

Tout le monde voit le corps nu, mais peu de regards s'attardent sur ce qui l'entoure. Dans le marbre, une autre histoire se déploie / : la pierre devient un récit sculpté. Une arcade en ruine, un fragment de colonne cannelée et un chapiteau déposé murmurent la chute de Rome, la fragilité des empires que l'eau, indifférente, continue de faire vivre.

À ses pieds, un soldat décapité raconte la défaite. Son corps tronqué, sa tête légèrement séparée, coiffée du casque d'un haut gradé, symbolisent le pouvoir brisé. Sur sa jupe, des bandes ornées de signes apparaissent / : un aigle, emblème de Rome, et une feuille de lys, marque à la fois royale et coloniale, comme un fil reliant les empires dans leur gloire et leur chute.

Cette mise en scène ne se limite pas à un décor antique. Elle semble vouloir raconter une histoire, comme si Francis de Saint Vidal, en découvrant la Numidie et ses récits, avait choisi d'évoquer un épisode dramatique de son passé romain.

Le soldat décapité pourrait incarner un haut dignitaire numide, victime de la chute des royaumes locaux face à Rome. Peut-être a-t-il imaginé Ptolémée, dernier roi de la Numidie, fils de Juba / II et de Cléopâtre Séléné, petit-fils de la grande Cléopâtre et de Marc Antoine. Décapité sur ordre de Caligula, il symbolise la fin d'une dynastie pharaonique et numide absorbée par l'Empire romain. Ainsi, la nymphe lumineuse de Saint Vidal trône sur un monde en ruine, témoin silencieux des conquêtes et des humiliations de l'Histoire.

CONCLUSION

Ain El Fouara n'est ni un simple corps nu ni une fontaine. Elle est un miroir tendu à notre époque.

Dans sa pierre, l'histoire a gravé la mémoire des empires, l'orgueil des hommes et la fragilité des civilisations. Dans son eau, la ville retrouve le souffle de la vie, celui qui désaltère, apaise et rassemble.

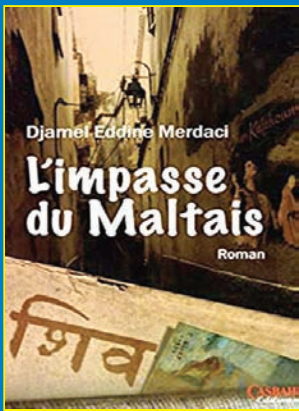
La maltraiter ou la briser, c'est se couper de sa propre mémoire. C'est refuser de voir que l'art, même silencieux, parle plus haut que nos colères.

La faire disparaître, ce serait répéter l'erreur d'une autre fontaine : Ain Droujd, engloutie par une décision brutale et ignorante. Les Sétifiens en étaient réduits à rivaliser de mémoire / : qui se souvenait du nombre de marches qui descendaient vers cette fontaine / ?

La même chose se passera pour Ain El Fouara. Demain, on ne se demandera plus que cela / : à quoi ressemblait Ain El Fouara, celle que nous n'avons pas su protéger / ?

*** Conseiller en architecture urbaine.
L'auteur prépare depuis trois ans un roman et une bande dessinée sur Francis de Saint Vidal et Ain El Fouara, dont la parution, prévue début 2026.**

L'impasse du Maltais



**Roman de Djamel Eddine Merdaci.
Casbah Editions. Alger 2012, 286 pages
en français, 600 dinars (Fiche de lecture
déjà publiée le 28 juillet 2020. Extraits
pour rappel. Fiche complète
in [www.almanach-dz.com/société/
bibliothequedalmanach](http://www.almanach-dz.com/société/bibliothequedalmanach)).**

Décidément, la famille Merdaci ne cessera jamais de nous étonner. Voilà donc que le cadet (?, car on s'y perd), Djamel Eddine, journaliste professionnel en activité depuis près de quarante ans, vient de signer son premier roman policier.

Pour un coup d'essai, c'est un coup de maître, d'autant que le genre « littéraire » n'a pas, pour l'instant, dans notre pays en tout

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT
NIF DE LA DIRECTION : 4110 060000 46013

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément à article 46 de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et des articles 65 et 82 alinéa 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires les résultats de l'avis d'appel d'offres national ouvert avec Exigence de capacité minimales N° 07 / DHW W- AT/ 2025 paru dans les quotidiens nationaux en langue étrangère «le quotidien d'Oran» en date du 15/07/2025 et en langue arabe «الشباب» en date du 14/07/2025 portant sur :

INTITULE DE L'OPERATION : Extension et réhabilitation des réseaux et collecteurs d'assainissement à travers les communes de Ain Temouchent, BeniSaf, Oulhaca, Hammam Bouhadjar, Ain Kihal, Amria, El Malah, Ain Larbaa, Sidi Ourrièche, Tamazoura, Emir Abdelkader et Terga (W Ain Temouchent)

Projets :

Lot 01: Extension du Collecteur d'Assainissement et Réhabilitation des collecteurs des rejets d'assainissement au centre Ghar El Baroud et Boukourdant, Sidi Sohbi, Plage des Puits Commune de BENI SAF.
Lot 02 : Réhabilitation du réseau d'assainissement a SIGA (ancien quartier) Commune de OULHACA
Lot 03 : Extension du réseau d'assainissement de CAPCS Ouled Bounoir vers Tafrawet Commune de OULHACA.
Lot 04: Extension du réseau d'assainissement des fermes Sedouki, Temmimi, Moumen et zones eparces (DAS Bendella Baroudi) Commune de HAMMAM Bouhdjar
Lot 05: Réhabilitation du Réseau d'Assainissement à la cité 165 logts, Sidi Mohamed, sidi zedor Commune de Ain El Kihel .
Lot 06 : Réhabilitation des tronçons des collecteurs des rejets commune d'EL MALAH
Lot 07 : Réhabilitation des collecteurs d'assainissement du Douar Khedaïda et Tamazoura Commune de Tamazoura.
Lot 08 : Réhabilitation du Réseau d'assainissement cite BEROUYEN SAID 2^{ème} Tranche et sur réseaux d'eaux pluviales et eaux usées à travers la ville de Ain Temouchent Commune de AIN TEMOUCHENT.

Qu'a l'issue de l'évaluation et jugement des offres, les marchés sont attribués provisoirement aux entreprises suivantes :

N°	Désignation des projets	Entreprise	Note Tech	Montant Initial DA en TTC	Montant corrigé DA en TTC	Délai	Obs
01	Lot 01: Extension du Collecteur d'Assainissement et Réhabilitation des collecteurs des rejets d'assainissement au centre Ghar El Baroud et Boukourdant , Sidi Sohbi , Plage des Puits Commune de BENI SAF.	EURL HADJ Mohamed Youcef (Sidi Bel Abbes)	86,75	50 337 000,00	/	Huit (08) mois	Offre la moins disante parmi tous les offres Préqualifiés techniquement
			NIF : 0024 220 024 909 46				
02	Lot 02 : Réhabilitation du réseau d'assainissement a SIGA (ancien quartier) Commune de OULHACA	ETBH BENMOKRANE Fethi (Ain Temouchent	59,00	15 308 160,00	/	Quatre (04) mois	Offre moins disante
			NIF : 1844 625 002 761 67				
03	Lot 03 : Extension du réseau d'assainissement de CAPCS Ouled Bounoir vers Tafrawet Commune de OULHACA.	ETBH GUERRICHE Mustapha (Tlemcent)	74,00	15 606 850,00	/	Cinq (05) mois	Offre la moins disante parmi tous les offres Préqualifiés techniquement
			NIF : 1531 335 501 540 23				
04	Lot 04: Extension du réseau d'assainissement des fermes Sedouki, Temmimi ,Moumen et zones eparces (DAS Bendella Baroudi) Commune de HAMMAM Bouhdjar	ETBH BRAHMI Mohamed (Tlemcen)	66,00	15 755 600,00	/	Cinq (05) mois	Offre la moins disante parmi tous les offres Préqualifiés techniquement
			NIF : 1581 320 000 091 52				
05	Lot 05: Réhabilitation du Réseau d'Assainissement à la cité 165 logts ,Sidi Mohamed ,sidi zedor Commune de Ain El Kihel .	ETH BARKA A/ Rahmane (Tlemcen)	81,33	14 506 100,00	/	Six (06) mois	Offre la moins disante parmi tous les offres Préqualifiés techniquement
			NIF : 1561 301 018 251 88				
06	Lot 06 : Réhabilitation des tronçons des collecteurs des rejets commune d'EL MALAH	EURL HOCINE Ahmed Construction (Bechar)	70,33	47 897 500,00	/	Douze (12) mois	Offre la moins disante parmi tous les offres Préqualifiés techniquement
			NIF : 0008 080 942 966 95				
07	Lot 07 : Réhabilitation des collecteurs d'assainissement du Douar Khedaïda et Tamazoura Commune de Tamazoura.	EURL ABDI Hamid (Ain Temouchent)	87,33	16 344 650,00	/	Six (06) mois	Offre la moins disante parmi tous les offres Préqualifiés techniquement
			NIF : 0015 460 842 820 12				
08	Lot 08 : Réhabilitation du Réseau d'assainissement cite BEROUYEN SAID 2 ^{ème} Tranche et sur réseaux d'eaux pluviales et eaux usées à travers la ville de Ain Temouchent Commune de AIN TEMOUCHENT.	SARL.MH. TAFNA (Tlemcen)	88,75	28 280 945,00	/	Huit (08) mois	Offre la moins disante parmi tous les offres Préqualifiés techniquement
			NIF : 0023 130 265 852 26				

Le choix de ces entreprises est justifié par :

La pondération des offres sur la base du délai, des moyens matériels et humains et mémoire technique.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière sont invités à se rapprocher de mes services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.
(Cf. l'article 82 alinéa 4 du décret présidentiel sus cité)

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya (Cf. l'article 82 alinéa 3 du décret présidentiel sus cité)

LE DIRECTEUR

Arzew

A la recherche de la bonne formule pour gérer les déchets solides

En vue d'une solution efficace et durable pour la gestion des déchets solides au niveau de la commune d'Arzew, un site, une voie ferrée abandonnée et non utilisée, a été inspecté, avant hier, lors d'une sortie effectuée par le président et les cadres de l'APC d'Arzew et le directeur de l'environnement de la wilaya d'Oran.



K. Assia

Cette première inspection initiée dans le cadre de l'étude de faisabilité de ce projet devrait permettre de déterminer la possibilité de retenir temporairement ce site comme centre d'enfouissement de déchets solides de la commune d'Arzew, conformément aux normes de sécurité et de respect de l'environnement.

Une commission technique mixte regroupant plusieurs services sera mise en place afin de préparer une évaluation complète et un rapport environnemental et technique en attendant de mettre en

œuvre des solutions définitives dans le cadre de la politique locale de l'environnement.

D'autre part, la commune d'Arzew a pris des mesures fermes afin de préserver la santé publique. En effet, un appel a été lancé à la population pour se conformer au nouvel arrêté qui interdit le rejet des ordures et des déchets quelque soit leur nature dans des lieux qui ne leur sont pas réservés. Les citoyens en infraction aux nouvelles dispositions feront l'objet de sanctions administratives et aussi pénales. Des sanctions fermes telles qu'édictees par les textes de loi sur la protection de l'environnement et la gestion des déchets

provenant d'activités industrielles, agricoles, ou médicales, est-il indiqué. Ainsi, il est désormais strictement interdit de déposer les déchets n'importe où, notamment à l'intérieur des cités, au niveau des places publiques, aux abords des routes. Les citoyens et les opérateurs économiques sont contraints de respecter les nouvelles dispositions, explique-t-on.

Plusieurs opérations d'entretien et de nettoyage sont lancées à travers toutes les communes de la wilaya. Un suivi régulier a été exigé des responsables des services concernés et des directives ont été données pour que l'entretien soit dans la durée et non occasionnel.

Assurance sociale

Vulgarisation des nouveautés du congé de maternité

J. Boukraa

Entrée en vigueur le 23 juillet dernier, la nouvelle loi relative à la prolongation du congé de maternité a fait l'objet d'une campagne d'information, initiée par l'agence d'Oran de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS).

Cette campagne lancée mardi et qui sera clôturée aujourd'hui jeudi, a été marquée par une conférence de presse animée, hier, par M. Cheikh Kamal, sous-directeur de l'informatique de la CNAS d'Oran.

Lors de cette conférence, le responsable a détaillé les nouvelles mesures introduites dans le cadre du soutien à la mère travailleuse conformément à la loi 25-08 du 23 Moharram 1447 correspondant au 19 juillet 2025, modifiant et complétant la loi 83-11 du 2 juillet 1983, relative aux assurances sociales.

Cette réforme prévoit désor-

mais une prolongation du congé de maternité de 98 jours à 150 jours, accompagnée d'une indemnisation à hauteur de 100 % du salaire. La nouvelle législation autorise également le dépôt de la demande de congé au moins 42 jours avant la date présumée de l'accouchement.

D'après M. Cheikh Kamal, cette mesure a pour objectif de soutenir les femmes salariées durant leur maternité, en allégeant les difficultés qu'elles peuvent rencontrer. Il a souligné que ce droit est pleinement reconnu et garanti par l'État algérien.

Sur le plan statistique, il a indiqué que 2 486 travailleuses affiliées à la CNAS d'Oran ont bénéficié du congé de maternité entre le 1er janvier et le 31 juillet 2025, soit avant l'entrée en application du nouveau dispositif. En parallèle, les assurées sociales ainsi que les ayants droit peuvent bénéficier de la prise en charge de l'accouchement dans 13 cliniques privées

conventionnées avec la CNAS d'Oran. Depuis le début de l'année 2025, 5 295 femmes ont accouché dans ces établissements, dont 2 433 salariées et 2 860 femmes au foyer affiliées en tant que ayants droit.

Il a ajouté que la nouvelle loi introduit également des mesures spécifiques pour les nouveau-nés souffrant de maladies, de handicaps ou de malformations congénitales, incluant la possibilité de prolonger le congé de maternité à 50 jours supplémentaires après la période légale, pouvant aller jusqu'à 165 jours le cas échéant, sur la base d'un dossier médical soumis aux services de l'organisme de sécurité sociale.

Notons que la campagne menée par l'agence CNAS d'Oran s'est traduite par des actions d'information, de sensibilisation et la distribution de brochures explicatives à destination des mères salariées, afin de vulgariser les nouvelles procédures.

Pêche

L'aquaculture fait son chemin

J. Boukraa

Trois projets prometteurs dans le domaine de l'aquaculture sont actuellement en phase finale pour leur mise en exploitation incessamment dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris de la direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran.

Non loin de la plage de Krystel, une ferme aquacole vient de recevoir son matériel d'exploitation avec l'installation mardi dernier, de quatre cages flottantes destinées à l'élevage de poissons marins, ainsi que huit lignes conchylicoles pour la culture de coquillages, selon la même source. Grâce à ces équipements, le site est désormais prêt pour accueillir ses premières opérations d'ensemencement et de production dans les jours à venir.

Parallèlement, dans le cadre de la stratégie de diversification des modes de production aquacole et de valorisation des ressources en eau douce, deux projets d'aquaculture intégrée à l'agriculture sont en cours de concrétisation, respectivement dans les communes de Sidi Chahmi et de Hassi Mefsoukh.

À Sidi Chahmi, le projet vise une capacité de production estimée à 10 tonnes par cycle. La réalisation de l'exploitation est en phase d'achèvement, avec une opération d'ensemencement prévue dans les tous prochains jours. Ce projet contribuera à diversifier la production locale tout en générant des opportunités d'emploi pour les jeunes porteurs de projets dans le secteur.

À Hassi Mefsoukh, une exploitation agricole a été préparée pour le lancement d'un projet piscicole intégré, centré sur l'élevage du tilapia rouge, une espèce réputée pour sa résistance aux variations de température, sa croissance rapide et sa forte demande sur le marché local. L'opération d'ensemencement y est également imminente, avec l'introduction la semaine prochaine de 10 000 alevins de ce poisson dans les bassins spécialement aménagés à cet effet.

Cette première phase d'élevage permettra de tester les capacités du site en conditions contrôlées, tout en évaluant le potentiel de développement futur. Les équipes techniques mobilisées pour le suivi de ces projets assurent un accompagnement régulier des promoteurs, veillant à la bonne installation des équipements, à la conformité aux normes sanitaires et environnementales, ainsi qu'à la qualité des conditions de production.

Pour rappel, la semaine passée a également été marquée par des activités similaires dans le cadre de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, un modèle qui gagne en pertinence dans les zones intérieures. Plus de 20 000 alevins de tilapia rouge ont été introduits dans une exploitation agricole à Oued Tlélat, dans le cadre d'un programme global prévoyant l'introduction de 200.000 alevins de tilapia rouge. L'objectif principal est de combiner pisciculture et agriculture, en utilisant l'eau des bassins piscicoles pour l'irrigation des cultures.

Une femme fait une chute mortelle



Une femme âgée de 57 ans a trouvé la mort, hier mercredi, après avoir chuté du troisième étage d'un immeuble situé au quartier Ezzitounne, commune et daïra d'Oran, a-t-on appris de la protection civile.

Les secours sont rapidement

intervenues malheureusement, la victime était déjà décédée à leur arrivée. Son corps a été transporté vers le service de médecine légale de l'hôpital. Une enquête est en cours pour déterminer les causes de la chute.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BENAMAR Fetouh, 101 ans, St Pierre

KRANSA Djamel, 60 ans, St Pierre

ABDERRAHMANE Khadra, 92 ans, Cité Petit

SEBAH Ahmed, 91 ans, Haï El Badr

Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 safar 1447

El Fedjr
04h40

Dohr
13h09

Assar
16h55

Maghreb
20h06

Icha
21h33



Mascara**Révision des dessertes aériennes : l'aéroport de Ghriss concerné**

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, mardi à Mascara, qu'une révision des dessertes aériennes intérieures à l'échelle nationale sera effectuée dans un avenir proche.



Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection conjointe avec le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, le ministre a précisé qu'une révision prochaine des dessertes aériennes intérieures à l'échelle nationale est prévue, ajoutant que l'aéroport de Ghriss (Mas-

cara) fait partie des infrastructures concernées par cette opération. Il a également évoqué la possibilité d'allonger la piste d'atterrissage de l'aéroport de Ghriss d'environ 300 mètres linéaires, afin de l'adapter aux types d'avions qui y opéreront.

Par ailleurs, M. Sayoud a souligné que "le Président de la République a pris une déci-

sion historique portant sur la création de la compagnie des lignes aériennes intérieures, notamment en faveur des citoyens vivant dans des zones éloignées et enclavées, comme les wilayas du Sud du pays".

Il a aussi mis en avant l'importance de ces lignes pour dynamiser l'activité des différents aéroports du pays.

Un important projet routier livré fin 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a annoncé, mardi à Mascara, que le reste du projet de réalisation de la pénétrante de l'autoroute Est-ouest du deuxième tronçon (entre Hacine et Mascara), sera réceptionné en décembre 2026.

Lors d'une conférence de presse tenue en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, effectuée conjointement avec le ministre des Transports Saïd Sayoud, M. Rekhroukh a précisé que "5 km de ce tronçon seront livrés au cours du premier trimestre de l'année prochaine, ce qui portera l'avancement du projet à 75 %".

Il a également annoncé la mise en service, mardi, du deuxième tronçon du projet de pénétrante de l'autoroute Est-Ouest, à partir du carrefour entre les routes

nationales RN4 et RN6 (Sig), et RN17 (commune de Hacine) sur une distance de 14,8 km. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan national des autoroutes (PNA), visant à faciliter la circulation des usagers de la route et à désenclaver la wilaya de Mascara, indique-t-on.

Pour rappel, le projet de raccordement de Mascara à l'autoroute Est-Ouest s'étend sur une distance totale de 43 km, dans le cadre du programme sectoriel centralisé. M. Rekhroukh a souligné que "ce type de projet revêt une importance stratégique pour l'économie nationale."

Par ailleurs, le ministre a révélé que son département ministériel a recensé 78 points considérés comme des goulots d'étranglement de la circulation entre les routes et lignes ferroviaires, dont 56 sont en cours de

réalisation sous forme de passages à niveau ou ouvrages d'art, et 22 autres dont les travaux débuteront prochainement.

La visite d'inspection des deux ministres a été également marquée par l'inspection du chantier d'un ouvrage d'art sur la RN4, traversant l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Zahana, l'inauguration du tronçon de 14,8 km de la pénétrante de l'autoroute Est-Ouest (entre la RN4, RN6 et RN17), l'inauguration d'un passage souterrain ferroviaire à Mohammadia, l'inauguration du projet de doublement de la ceinture sud de Mascara, reliant le rond-point de la RN14 au chemin de wilaya CW 43, le rond-point des RN6 et RN7 sur 4 km, ainsi que par la cérémonie de sortie de la première promotion de pilotes de l'école privée d'aviation "Sky Training".

Camps d'été au profit de 2.500 enfants

Quelque 2.500 enfants provenant de différentes régions de la wilaya de Mascara bénéficient, depuis mercredi, de séjours en camps d'été organisés dans des wilayas côtières de l'Ouest du pays, selon la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), initiatrice de cette opération.

Selon la même source, ces colonies de vacances s'inscrivent dans le cadre du programme du ministère de la Jeunesse destiné

aux catégories sociales vulnérables et concernent des enfants âgés de 7 à 13 ans, issus de familles résidant dans des zones urbaines et rurales.

Ces enfants seront répartis en quatre groupes successifs, entre le 6 août et le 6 septembre, et séjourneront dans des centres de vacances et de loisirs situés à proximité des plages des wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Ain Temouchent et Oran.

Un programme culturel et tou-

ristique riche a été prévu à leur intention, comprenant notamment des visites de sites touristiques des wilayas côtières, des activités ludiques et artistiques et des concours culturels et intellectuels.

Ce programme permettra aux enfants de profiter de la mer, de découvrir les paysages naturels splendides du littoral ouest du pays, tout en vivant une expérience enrichissante sur le plan humain et éducatif.

Relizane**Evaluer les moyens de lutte contre les incendies**

Le Directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, a effectué, mardi, une visite d'inspection des unités opérationnelles et du dispositif de lutte contre les incendies de forêt dans la wilaya de Relizane, afin d'évaluer leur niveau de préparation et leur capacité d'intervention efficace face aux accidents et aux grands risques. Le Commandant Nassim Bernaoui, chef du service des statistiques et de l'information à la Direction générale de la Protection civile, a déclaré à la presse que l'objectif de cette visite de terrain est de vérifier de près la disponibilité, l'efficacité et l'évaluation des moyens de lutte contre les incendies, en particulier les colonnes mobiles, les unités régionales de soutien et d'intervention, ainsi que l'inspection des infrastructures opérationnelles et des différentes spécialités de la Protection civile, telles que les équipes cynotechniques, les groupes d'intervention en milieux difficiles, le soutien et l'intervention de première ligne.

A ce propos, il a souligné que les équipes d'intervention de première ligne ont bénéficié de financements spécifiques pour leur modernisation, visant à les mettre au même niveau que les équipes internationales d'intervention de la protection civile.

Le commandant Bernaoui a également indiqué que la visite a permis d'évaluer le système de veille opérationnelle mis en place cette année, notamment en matière de lutte contre les grands risques, avec en tête les incendies de forêts, et d'examiner l'efficacité des mesures préventives et opérationnelles préalablement établies.

Au niveau de l'unité principale, le Directeur général a procédé à l'inspection des différentes équipes, du matériel et des équipements, avant de se rendre au centre de coordination opérationnelle pour s'enquérir des plateformes de gestion des interventions et des catastrophes. Il a également assisté à une présentation d'évaluation des activités du secteur dans la wilaya.

Mostaganem**Un mort 4 blessés dans un accident de la route**

Une personne est décédée et quatre autres ont été blessées mercredi dans un accident de la circulation. Les services de la protection civile sont intervenus à 00h57 à la suite d'un accident de la route survenu dans la commune d'Oued

El Kheir. Une fillette de 8 ans est décédée, selon la protection civile. Les quatre blessés ont été pris en charge sur place avant d'être évacués vers l'établissement de santé local. La dépouille de la victime a été transférée à la morgue.

Tiaret**Un camion se renverse, un mort et deux blessés**

Un tragique accident de la circulation s'est produit mercredi matin dans la commune de Si Abdelghani. Un camion s'est renversé à l'entrée de Si Abdelghani. Les services de la protection civile sont intervenus à 10h10.

L'accident a fait un mort et deux blessés. Ces derniers ont été pris en charge sur place avant d'être évacués vers l'établissement de santé local.

La dépouille de la victime a été transférée à la morgue.

Saïda**Un véhicule se renverse, un mort et 2 blessés**

Un tragique accident de la circulation s'est produit mercredi dans la wilaya de Saïda.

Les services de protection sont intervenus à 1h18 du matin à la suite du renversement d'un véhicule sur la route nationale n°94 dans la commune d'Ouled Khaled. L'ac-

cident a causé le décès d'une personne, selon la protection civile. Deux autres personnes ont été blessées. Elles ont été prises en charge sur place avant d'être évacuées vers l'établissement de santé local.

La dépouille de la victime a été transférée à la morgue.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LA WILAYA DE SIDI BEL ABBES
SERVICE INVESTISSEMENTS ET EQUIPEMENTS

1^{ERE} MISE EN DEMEURE

Vu télégramme N° 03/DJS/2025 du 16/07/2025

Vu télégramme N° 04/DJS/2025 du 23/07/2025

L'entreprise ETBPT TCE RACHACHE RACHID Sise, LOTIS 150 LOTS b, Tizi

n'Bechar -Setif- Titulaire du Marché N° 192/2025 approuvé le 13/07/2025 relatif

à l'aménagement et Revêtement en Gazon Synthétique des Terrains Communaux de

Foot Ball de la wilaya de Sidi Bel Abbes Lot N° 03 : Aménagement et revêtement en

gazon synthétique d'un terrain communal de Foot Ball Badrachine est mise en

demeure d'avoir à :

Notifier l'ordre de service de commencement des travaux.

Un délai de (24 heures) est accordé à l'entreprise à compter de la
 parution de la présente mise en demeure dans les quotidiens nationaux.

raute de quoi le maitre de l'ouvrage est dans l'obligation de prendre des
 mesures réglementaires à l'encontre de l'entreprise.

Le Directeur

ANEP N° 2531011175 Le Quotidien d'Oran 07/08/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION DES DOMAINES DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHEÏT

N° D'Immatri-culation Fiscal (Domaines) : 410001004046080

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 48 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et délégations de service public, la Direction des Domaines de la Wilaya de Ain Témouchent invite les candidats cités ci-dessous ayant participé au concours restreint de maîtrise d'œuvre N°001/ 2025 paru aux quotidiens nationaux " Quotidien d'Oran " en date du 26/014/2025 et " الجمهورية " en date du 27/04/2025 relatif à : **ÉTUDE ET SUIVI POUR LA RÉALISATION D'UN SIÈGE DE DIRECTION DES DOMAINES À AIN TEMOUCHEÏT AVEC UN LOGEMENT D'ASTREINTE**, que le résultat de ce concours est le suivant :

N° PIL	Bureau d'étude Retenu	Note Technique	Note prestation	Note Financière		Montant de l'offre en DA et en TTC	Total
				Note offre Financière	Note Bonus		
04	Groupement Concept Moderne KHOUALEF Soria + BENACHENHOU Nidal NIF : 281460400927166	9,50	42,90	08	02	7.560.000,00 DA	62,40

Les candidats qui souhaitent prendre connaissance de leurs résultats peuvent se rapprocher à la direction des domaines au plus tard (03) jours à compter de la parution du présent avis, est cela conformément à l'article 82 alinéa à 3 de décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et délégations de service public.

Les soumissionnaires qui contestent ce résultat, peuvent introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire dans les quotidiens nationaux et au BOMOP auprès de la commission des marchés compétente conformément au décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et délégations de service public.

ANEP N° 2531011273 Le Quotidien d'Oran 07/08/2025

ANNIVERSAIRE

A note

adorable bébé
NIZAR Youcef

Félicitations

pour ton

anniversaire de

ce jeudi 07/08/

2025 où tu souffles ta première

bougie. Que le Bon Dieu te

protège et te garde pour nous.

Tu es l'ange qui rayonne et

illumine notre existence même

et notre cher et grand toit. A tes

cent ans et plus Incha Allah.

Les familles KRAOUTI

et GANDI



■ A vendre des F4 140 m² de luxe
 5ème étage et 6ème étage ascen-
 seur immeuble de 7 étage 2 par
 palier à Fernand ville à côté
 Mosquée el Kods 0775.10.76.28

LOCAUX

■ A louer local grand standing 230
 m protin Oran T.B état tt commo-
 dités aucune dépense installation im-
 médiante - Tél : 0698.66.92.98

VILLAS

■ A louer villa, à Courbet, voisin Peu-
 geot automobile, pour Ste 1^{er} et 2^{me}
 étages, 10 chambres, avec climat et
 chauffage central, jardin, puits, et en cas
 de besoin un grand dépôt au Rdc, sera
 loué avec la villa - Tél : 0555.82.89.92 /
 0661.77.10.03

■ Vend habitation Acté à Gdyl (20 km
 d'Oran) quartier résidentiel, Sup 660 m²,
 bâti 110 m² (80 m² PREFE- 30 m² DUR),
 01 seule façade de 30 m ttes commo-
 dités - Tél : 0561.26.47.72 /
 0675.26.62.84

DIVERS

■ Loue License de café + vend
 Volkswagen T. Crosse année
 2022 - 16.000km 1^{re} main ; a
 voir à Ain El Turck - Tél :
 0670.20.31.26

■ A louer licence de café à Bir El Djir
 où Belgaid -Tél : 0555.82.89.92 /
 0661.77.10.03

PENSÉE

Le 07/08/2024,
 j'ai perdu ma
 chère mère

**El Hadja
 YAKACHE
 Aïcha**



Depuis cette date, ta séparation
 m'a fait énormément mal. J'ai
 perdu la joie de vivre et je suis
 complètement malheureux. Ma
 très chère mère me manque
 beaucoup et je pense toujours
 à elle. Allah yerhmek maman.

Tes enfants Karima
 et Bouamama Aek,
 Brahim, Houari, Nesro,
 Habiba et Houaria

Office public de l'huissier de justice

Maître TAHRAOUI Bahous - Huissier de justice près le Tribunal d'Arzew

Adresse : Rue Mohamed Fertas n° 175 Arzew - Tél : 0554.10.14.48 / 0660.80.11.01

**Avis de vente aux enchères publiques (restreinte)****Uniquement sur soumissions cachetées**

Il sera procédé le 14 août 2025, à 11h00, au profit de :
 « Sonatrach Activité PRC/ Division Exploitation Raffinage
 « Raffinerie d'Arzew »

DESIGNATION

Lot Unique Environ 120 tonnes de Carton d'emballage de paraffine (usagées)

Obs : Les visiteurs souhaitant participer à la vente aux enchères doivent s'inscrire auprès de
 l'Office public à l'avance d'un délai de 48 heures

Conditions de participation :

- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées exclusivement aux entreprises agréées dans les domaines suivants : Récupération et valorisation de Déchets recyclage de Matériaux usagés, traitement environnemental autorisé
- Pièces à fournir obligatoirement pour participer à la vente aux enchères (restreinte) :
 1. Copie de l'agrément délivré par les Autorités compétentes
 2. Extrait du Registre de commerce avec Activité conforme (Récupération, Recyclage)
 3. Numéro d'identification fiscale (NIF)
 4. Pièce d'identité du Représentant de la Société
- Le paiement de la caution de garantie (indiqué dans le cahier des charges) et le dépôt de soumissions se feront avant le jour de la vente aux enchères au plus tard le 13 août 2025 avant 16h00 (Aucune soumissions ne sera acceptée le jour de la vente)
- Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à notre Office.

Maître B.Tahraoui - Huissier de Justice

f Don de sang Algérie**Donner son sang, c'est sauver une vie****HUISSIERS DE JUSTICE****محضرين قضائيين**

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22**CANAL SUR : Marketing & Publicité****Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse**

ANEP N° 2531011273 Le Quotidien d'Oran 07/08/2025

TF1

20.10 LES OMBRES ROUGES



Saison 1 - Episode 4

Retrouvée inconsciente par sa soeur, Clara est transportée à l'hôpital. En allant lui rendre visite, Aurore croise Yann Guilbert... déguisé en infirmier. Mais celui-ci parvient à prendre la fuite. Pendant ce temps, la vente du Domaine Sainte-Victoire semble compromise. Frédéric a découvert une clause qu'il n'apprécie guère et compte bien s'opposer à la transaction. Pourtant, son frère Gabriel est empêtré dans les problèmes financiers de son night-club et aurait..

2

20.10 TARATATA FÊTE LES 40 ANS DE BERCY



Taratata, émission de référence en matière de musique en France depuis 30 ans, célèbre les 40 ans de Bercy à l'Accor Arena en soutien à la lutte contre le cancer avec la Fondation pour la Recherche Médicale. Pour cette occasion, le célèbre programme musical animé par Nagui rassemble durant 3 heures non-stop de musique près de 70 artistes avec 50 titres. Entourés d'une vingtaine de musiciens et choristes sur scène, des duos inédits, des trios explosifs,...

3

JEUDI

6

20.10 ALEX HUGO



Saison 7 - Ep 3 : Seuls au monde

Lors d'une balade en montagne, Alex tombe sur la carcasse d'une voiture qui a fait une sortie de route. A côté, gît Myriam, la fille d'un médecin de Marseille que le baroudeur connaissait bien. Très vite, Alex est convaincu qu'il ne s'agit pas d'un simple accident. Après avoir annoncé la triste nouvelle au père de Myriam, Alex remarque chez elle des bouteilles de vin vides. L'autopsie révèle que quelqu'un a essayé de...

CINE +
PREMIER

19.50 GONE BABY GONE



Dans une banlieue de Boston, Amanda, 4 ans, est enlevée. Malgré les recherches de la police, l'enfant reste introuvable. L'oncle et la tante de la fillette font alors appel à deux jeunes détectives privés : Patrick Kenzie et Angie Gennaro. Même s'ils manquent d'expérience et de moyens, ils connaissent bien cette banlieue et ses habitants. Ils constatent que la disparition d'Amanda n'affecte pas beaucoup Helene, sa mère toxicomane.



20.10 99 À BATTRE

Rapidité, adresse, logique, mémoire, culture générale... sous l'œil de Juju Fitcasts et Eric Antoine, 100 anonymes âgés de 20 à 76 ans relèvent une série d'épreuves en gardant un objectif en tête : ne jamais terminer dernier car à chaque défi, le joueur arrivé en dernière position est directement éliminé. A la fin de chaque soirée, plusieurs candidats quittent ainsi l'émission. Les gagnants, eux, restent dans la compétition durant les semaines suivantes.

CINE +
FRISSON

19.50 FORCES SPÉCIALES



Elsa Casanova, journaliste qui dénonce la présence de militaires français en Afghanistan, parcourt le pays en compagnie de son interprète, Amin. Tous deux sont enlevés par des talibans et retenus en otage au Pakistan, par Zaief, un redoutable chef de clan. Sur décision du président de la République, une unité des forces spéciales est envoyée sur place pour tenter de la libérer. L'escouade est dirigée par Kovax,...

CANAL+

20.09 INVASION



S2 - Ep 5 : Une voix venue d'ailleurs Sarah reste introuvable depuis l'attaque contre les vaisseaux extraterrestres. Des indices révèlent qu'elle a été enlevée par des soldats de l'armée lorsqu'elle attendait sa mère dans la camionnette. Aneesha et Luke mettent au point un plan pour la récupérer. La présidente Mabote reproche à Nikhil Kapur de ne pas avoir anticipé la contre-attaque des aliens causant de nombreuses pertes humaines....

CANAL+
family

20.00 NOSFERATU



En 1838, dans la petite ville portuaire de Wismar, en Allemagne, Ellen, l'épouse dévouée de Thomas Hutter, un clerc de notaire ambitieux, ressent une profonde appréhension lorsque son mari est chargé d'une mission singulière par son employeur, Knock. Sa tâche est de vendre le mystérieux château Grünewald, niché dans les montagnes des Carpates, au redoutable comte Orlok, dont les rumeurs de malédictions et de terreur circulent parmi les villageois.

TF1

20.10 NINJA WARRIOR, LE PARCOURS DES HÉROS



Saison 10 - Episode 6

C'est l'heure de la grande finale pour les candidats encore en lice. Encouragés par le trio d'animateurs composé de Denis Brogniart, Christophe Beaugrand et Anaïs Grangerac, les concurrents tricolores sont nombreux à s'être illustrés lors des qualifications et à avoir décroché leur sésame pour ces ultimes courses d'obstacles. Face aux représentants des États-Unis,...

2

20.10 CAPITAINE MARLEAU



Saison 4 - Ep 3 : Claire obscure

Sur le point de recevoir une décoration de la gendarmerie, Marleau est appelée sur une scène de crime. Le corps de la jeune Claire, 17 ans, a en effet été retrouvé dans un bois par un jogger. Le légiste détermine qu'elle a été tuée d'un coup à la tête. Et le corps a ensuite été déplacé. Marleau interroge Maude Duret, la proviseure du lycée agricole de Claire, mais également sa belle-mère.

3

VENDREDI

6

20.08 LA CARTE AUX TRÉSORS: L'ALSACE



Les deux candidats, Roseline et Alain doivent résoudre des énigmes pour découvrir le Trésor. Un jeu de piste géant les entraîne à travers le pays de Colmar, où l'architecture traditionnelle réserve quelques surprises. Au-delà des villes, les contreforts des Vosges dévoilent une multitude de châteaux forts, faisant de cette région la plus grande concentration de fortifications en Europe. Sur la célèbre route des vins,...

CANAL+
CINEMA

20.00 LES BARBARES



Les Barbares nous plonge au cœur d'une période tumultueuse de l'histoire européenne, alors que la Russie lance une invasion de l'Ukraine en 2022, provoquant une crise humanitaire sans précédent. Des millions de personnes fuient leur pays dans l'espoir de trouver refuge ailleurs. En France, de nombreux villages, comme Paimpont, un petit bourg pittoresque en Bretagne, expriment leur volonté d'accueillir ces réfugiés. Toutefois, face à l'ampleur de la situation,...

20.10 ATTENTION AU DÉPART !



Les vacances d'été approchent à grand pas et Benjamin est dans une situation compliquée : non seulement il doit accompagner seul son fils Vlad en colonie de vacances alors que son épouse est loin, mais il est également chargé d'accompagner des enfants d'amis qui vont au même endroit. Afin de l'aider dans cette tâche, Antoine, le grand-père d'un des enfants, est choisi. Seulement, Antoine est un personnage plutôt fantasque en qui sa fille place une...

CINE +
FAMIZ

19.50 MIA ET LE LION BLANC



Alice et John Owen ont quitté Londres pour l'Afrique du Sud avec leurs enfants Mia et Mick. Alors que le couple s'épanouit dans la création d'une ferme d'élevage de félins, Mick fait régulièrement des cauchemars et sa soeur aînée vit également mal son déracinement et l'éloignement d'avec ses amis. Mais la vie de la famille change progressivement, quand à Noël, les parents apportent à la maison Charlie, un lion blanc, qui vient de naître dans la réserve.

CANAL+

20.09 LE SEIGNEUR DES ANNEAUX : LA GUERRE DES ROHIRRIM



Eowyn se souvient d'événements survenus près de 200 ans avant que Bilbon ne trouve l'anneau de pouvoir. Elle raconte l'aventure de Héra, fille d'Helm Mainmar-teau, roi du Rohan. Libre et audacieuse, la jeune femme n'a rien à envier à ses deux frères, qui sont comme elle des cavaliers hors pair. Même si Helm s'agace de l'insoumission de sa fille, il tient beaucoup à elle. Aussi, quand Wulf, fils de Freca, un riche aristocrate Dunlending,...

CINE +
FRISSON

19.50 GRAVITY



Une navette américaine effectue une mission dans l'espace pour réparer le télescope Hubble. A son bord, se trouvent le docteur Ryan Stone, pour sa première sortie en apesanteur, et l'astronaute Matt Kowalski. Suite à l'explosion d'un satellite russe, un nuage de débris percute l'engin. Terrifiée, Stone est éjectée dans le vide stellaire. Kowalski se propulse à sa rescousse et parvient finalement à la rattraper.

A cartoon illustration of a man in a blue shirt and cap being splashed with water by a woman in a striped swimsuit. The man is holding a brown pot, and the woman is holding a green brush. A sign in the background reads "LAST WATER HOLE FOR 200 MILES". An eagle is flying in the sky.

Nigéria : 17 terroristes de Boko Haram éliminés



L'armée nigériane a annoncé avoir tué 17 terroristes de Boko Haram lors d'opérations menées dans les Etats de Borno et d'Adamawa, Nord-Est du pays, ont rapporté mercredi des médias locaux, citant des responsables de l'armée.

«Les troupes de la Force opérationnelle conjointe du Nord-Est ont abattu 17 terroristes de Boko Haram lors d'opérations de ratissage à Borno et Adamawa?», a indiqué aux médias le directeur par intérim des relations publiques de l'armée au commandement du théâtre des opérations, le capitaine Reuben Kovangiya.

Il a ajouté qu'«au cours d'opérations distinctes menées à Bula Daburu, Alau Dam, Bitta, Kawuri, Algambari, Ajiri et Bulabulin, les troupes ont neutralisé plus de 17 terroristes de Boko Haram et saisi plusieurs fusils d'assaut AK-47, une mitrailleuse PKT, de nombreux chargeurs AK-47 ainsi qu'un important stock de munitions de calibre 7,62mm». « Parmi les autres matériels logistiques récupérés figurent environ 2?300?litres de gasoil, plus de 1?000?litres d'essence, deux générateurs, un tricycle, des sacs de riz, des panneaux solaires et plusieurs motos, entre autres», a-t-il ajouté.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Feu de forêt en Espagne: hôtels et campings évacués



Un incendie qui s'est déclaré mardi dans une forêt de la station balnéaire de Tarifa, dans l'extrême sud de l'Espagne, a contraint à évacuer sept hôtels et deux campings et 5.000 véhicules, a indiqué le gouvernement régional andalou. Le feu a pris dans un cam-

ping-car dans un camping du mont La Peña à quelques kilomètres de Tarifa.

Il s'est rapidement propagé en raison du vent violent, très courant dans cette région d'Andalousie et du détroit de Gibraltar. La grande route qui longe la côte a été coupée sur 9

kilomètres, ont annoncé les services d'urgence de la région. L'incendie ne menace pas directement à ce stade le centre de Tarifa, ville d'environ 19.000 habitants face au Maroc dont la population double en été, le vent soufflant dans la direction opposée.

Le sud de la France en feu



Avec ses flammes gigantesques incontrôlables, le plus gros incendie de l'été en France jusqu'à présent continue mercredi de faire rage dans le sud du pays, où il a fait un mort et neuf blessés, dont un grave, après avoir ravagé plus de 11.000 hectares.

Une personne a par ailleurs été portée disparue dans la commune de Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, où a été déploré le décès d'une femme retrouvée dans sa maison.

Le feu était toujours en progression hier, malgré la mobilisation exceptionnelle de près 2.000 pompiers. L'autoroute A9 qui longe le littoral méditerranéen entre la France et l'Espagne a été fermée dans les deux sens entre Narbonne et Perpignan.

Le feu a parcouru plus de 11.000 hectares sur 15 communes détruit ou endommagé 25 habitations ainsi que 35 véhicules, selon un bilan provisoire.

Guinée: retrait d'une concession minière à un géant émirati



Le chef de la junte en Guinée, le général Mamadi Doumbouya, a retiré une concession minière de bauxite exploitée par une filiale du géant émirati, Emirates Global Aluminium (EGA), qu'il a ensuite attribué à une nouvelle société publique, selon une série de décrets.

Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale du géant minier des Emirats arabes unis, Emirates Global Aluminium, exploitait l'une des plus grandes mines de bauxite du pays dans la région de Boké, dans le nord-ouest de la Guinée.

Selon un décret signé par le général Mamadi Doumbouya et lu lundi soir à la télévision publique, la RTG, «est et demeure retirée à compter de la date de signature du présent décret la concession minière accordée à la société Guinée Alumina Corporation». Cette décision intervient dans un contexte de renforcement du contrôle de l'Etat sur les ressources naturelles du pays. La junte a retiré ces derniers mois leurs permis d'exploitation à des dizaines de sociétés minières étrangères et locales dans le pays.

Les géants brésiliens de la viande fusionnent



Les actionnaires des géants brésiliens de la viande Marfrig et BRF ont approuvé mardi la fusion des deux groupes sous le nom de MBRF, une opération qui reste soumise à l'approbation de l'autorité brésilienne de la concurrence.

Le CADE a été saisi par un autre groupe alimentaire brésilien, Minerva, qui s'oppose à cette fusion en estimant qu'elle revient à créer un monopole de fait dans certains secteurs. Si l'opération est finalement approuvée, elle donnera naissance à un groupe de 130.000 employés, distribuant huit millions de tonnes de viande par an dans 117 pays et réalisant un chiffre d'affaires annuel de près de 24 milliards d'euros.

MBRF deviendrait le numéro quatre mondial du secteur, derrière le brésilien JBS et les américains Cargill et Tyson Foods. Le Brésil est le plus grand exportateur mondial de viande bovine et de poulet, et l'un des pays où la consommation par habitant est la plus élevée.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE LITTORAL ET MATIÈRE POUR S'INQUIÉTER

La bouche bée devient la première réaction prêtée devant les catastrophes naturelles qui emportent biens et humains en commun. Jamais sans doute la vulnérabilité des populations n'a été aussi visible qu'en ce moment.

Le lien entre les incendies de forêts, les sécheresses, les inondations, les canicules, les percées agressives des mers et des océans est si enchevêtré dans un désordre tapageur qu'il laisse pantois.

L'obscurité sur le futur a quelque chose d'outrageant pour que nul ne puisse cultiver un peu d'espoir sur l'avenir d'un monde laissant penser qu'il serait en voie de déperdition.

La fatalité est souvent un remède contre le mystère et les phénomènes naturels inexplicables. Mais s'y abriter trop qu'il n'en

faut peut être suicidaire par la facilité qu'elle offre. Ainsi, elle soumet à une démission effaçant l'intelligence et l'enrichissante pensée.

L'Algérie n'est pas à l'abri des foudres de la nature. Si la lutte contre les incendies de forêts a été bien réfléchi et des moyens conséquents ont été mis en place pour leur livrer bataille, une autre mise en garde semble avoir été éludée. Peu d'importance et peu d'attention ont été accordées à l'avancée pernicieuse de la mer. Elle rogne doucement mais implacablement le littoral

marin comme le font les océans ailleurs. Elle racle de mètres en mètres les abords côtiers, décidée d'en finir avec les constructions friandes enivrées par les plaisirs des pieds dans l'eau. De par la négligence et la gabegie des mairies côtières, longtemps bercées par le laisser-faire et le manque de circonspection, les préoccupations urbanistiques sensées ont été le dernier de leurs soucis.

Des quartiers et des villages entiers ont été érigés aux premiers abords des plages aujourd'hui menacées. Lorsque des îles entières disparaissent sous la mer, le danger donne matière à sérieusement s'inquiéter. Se préoccuper de l'invasion des algues est de bon augure. Mais n'est-ce pas là une caresse donnée à un taureau plutôt que de le tenir par ses cornes ?